cooperación española

Séminaire International de partage des expériences sur les filets sociaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest tenu à Ouagadougou du 19 au 23 novembre2021

En présentiel et en ligne

Relevé des conclusions et recommandations

Sigles et Acronymes

AECID	Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement
ARAA	Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CERFAM	Centre d'excellence régionale contre la faim et la malnutrition
CILSS	Comité Inter Etats de lutte contre la Sécheresse au Sahel
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FSS	Filets sociaux de sécurité
GCNF	Global Child Nutrition Foundation
HGSM	Home Grown School Meals
ONG	Organisation non gouvernementale
OPR	Organisation paysanne régionale
PAM	Programme alimentaire mondial
PFSS	Programmes/Projets de filets sociaux de sécurité
PRAFNSS	Programme régional d'appui aux filets nationaux de sécurité sociale
PS	Protection Sociale
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

I. INTRODUCTION

1. A l'initiative de la Commission de la CEDEAO, a été organisé en présentiel à Ouagadougou (BURKINA FASO) dans les locaux de l'hôtel PALM BEACH et en ligne, du 19 au 23 novembre 2021 un séminaire international de partage d'expériences sur les filets sociaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest.

2. La participation à la conférence a impliqué tous les acteurs concernés par la mise en œuvre des programmes de filets sociaux à savoir les parties prenantes nationales (États membres), régionales (CILSS et UEMOA), organisations du Système des Nations Unies (FAO, PAM, Unicef), des partenaires techniques et financiers (AECID, Banque mondiale), ONG nationales et internationales, des organisations paysannes régionales (OPR), des centres de recherches et des universités.

II. OBJECTIFS DU SEMINAIRE

3. L'objectif global du séminaire était de partager les principaux résultats issus de la mise en œuvre de projets et programmes portant sur les filets sociaux de sécurité, d'approfondir les facteurs de succès mais aussi des leçons apprises en vue d'enrichir les dispositifs nationaux et régionaux de gestion de crises alimentaires et des chocs en Afrique de l'Ouest.

4. De façon spécifique, les objectifs du séminaire étaient de :

   - présenter les grandes orientations du Programme Régional d'Appui aux Filets Nationaux de Sécurité Sociale de la CEDEAO (PRAFNSS) ;
   - partager les expériences et les résultats issus des projets et programmes mis en œuvre par la CEDEAO et ses partenaires ou par d'autres acteurs de la mise en œuvre des projets pilotes de FSS, notamment les modèles, les instruments développés, les bonnes pratiques,les leçons apprises, les défis,...) ;
   - discuter et formuler des recommandations pour la prise en compte de ces acquis dans les différents mécanismes nationaux de gestions des crises et des chocs ;
   - capitaliser sur les différentes expériences innovantes de filets sociaux productifs en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle développées dans les autres régions en vue d'enrichir les expériences actuelles en Afrique de l'Ouest ;
   - présenter le document de la phase 2 du projet sur la poursuite des acquis majeurs aux Etats membres de la CEDEAO.

III. CEREMONIE D'OUVERTURE

5. La cérémonie a été ponctuée par quatre allocutions et la diffusion d'une capsule vidéo.

6. La première allocution a été le mot de bienvenue du Représentant résident de la commission de la CEDEAO à Ouagadougou. Dans son adresse, il a transmis les salutations du Président de la commission de la CEDEAO, M. Jean Claude Kassi Brou à son Excellence le Président du Faso et réitéré la solidarité de l'institution aux côtés du Burkina Faso dans la lutte contre le terrorisme. Rappelant le contexte de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité des populations et de la nécessité d'y trouver des réponses efficaces, il a salué la tenue de l'atelier de capitalisation qui constitue une tribune d'approfondissement de la réflexion pour identifier les facteurs de succès pour une gestion plus efficace des crises et la pauvreté.

7. La deuxième allocution a été livrée par le Représentant de la coopération espagnole (M. BUFFALO) qui a réitéré sa solidarité au peuple du Burkina Faso, durement éprouvé par le terrorisme. Il a remercié les organisateurs de l'atelier pour l'avoir invité et rappelé que l'Espagne est honorée de contribuer au renforcement des filets sociaux de sécurité dans divers pays de l'Afrique. Faisant un bref rappel historique de la coopération entre l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA) et l'Agence Espagnole de la Coopération Internationale pour le Développement (AECID) qui a permis d'opérationnaliser le Programme Régional d'Appui aux Filets Nationaux de Sécurité Sociale, à travers le financement de 19 initiatives dans les 15 pays de la sous-région (financement de 5 Millions d'Euros). Une première évaluation a permis d'identifier des bonnes pratiques susceptibles d'être répliquées en vue d'orienter les politiques nationales. Avant de clore son propos, il a indiqué qu'une deuxième phase du programme est en préparation, en collaboration avec la CEDEAO. Dans cette dynamique, il a encouragé l'institution à poursuivre la collaboration avec le bureau de la coopération espagnole basé à Abuja.

8. La troisième allocution a été celle de **Monsieur Sékou SANGARE**, Commissaire chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la CEDEAO. Dès l'entame de son propos, il s'est joint au Représentant de la CEDEAO au Burkina Faso pour présenter ses sincères remerciements au Chef de l'Etat burkinabè et a tout son gouvernement, au peuple burkinabé pour leur contribution active à la mise en œuvre de la politique agricole au Burkina Faso mais aussi à l'échelle régionale. Il a également salué la coopération sincère entretenue avec l'UEMOA et le CILSS dans plusieurs domaines d'actions (agriculture, élevage), pour une prospérité des populations et la préservation durable de l'environnement. Il a rassuré que cette coopération se poursuivra et se renforcera au cours des années à venir. Revenant au sujet du jour, il a rappelé que la région est confrontée à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique devenue récurrente comme le prouvent tous les ans les résultats du Cadre Harmonisé élaboré par le CILSS et mis en œuvre conjointement par les différents organes en liaison étroite avec les équipes pays membres. Il a rappelé les crises antérieures et l'avènement de la pandémie de la Covid-19 qui continue à se maintenir dans tous les pays et le monde. Il a noté que notre région en 2020-2021 a enregistré plus de 30 millions de personnes touchées par l'insécurité de toutes les couches rurales, péri-urbaines et urbaines et des solutions devront y être trouvées. Le Commissaire a également fait mention de la réserve régionale de sécurité alimentaire qui est l'un des instruments déployés par La CEDEAO dont l'objectif est de prépositionner des stocks alimentaires dans les zones vulnérables pour répondre aux chocs alimentaires sans attendre l'aide internationale, en déployant des moyens de solidarité. Il a exprimé sa satisfaction par rapport à l'atelier qui constitue une tribune de partage d'expériences qui alimenteront la réflexion pour une mise à l'échelle sur le terrain de la protection sociale et inviter les participants à apporter leurs contributions aux échanges durant les quatre jours. Avant de clore son propos, il a annoncé le financement par la Banque Mondiale de la première phase d'un nouveau programme régional de résilience qui couvre trois pays dans sa première phase (Burkina Faso, Mali, Togo) pour un montant de 354 millions de dollars.

9. Le mot du Commissaire a laissé place à la diffusion d'une capsule vidéo retraçant de manière synthétique les acquis des six (06) années de mise en œuvre du Programme régional d'appui aux filets sociaux de sécurité (PRAFNSS), à savoir les acquis des 19 projets pilotes exécutés dans les 15 Etats membres.

10. Le discours d'ouverture de l'atelier a été livré par le Secrétaire Général, représentant le Ministre de l'Agriculture, des aménagements hydroagricoles et de la mécanisation. Avant de livrer le contenu du message du Ministre, il a invité les participants à observer une minute de silence, à la mémoire des victimes du terrorisme au Burkina Faso. Dans son propos, il a tout d'abord adressé au nom de son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Chef de l'État, ses remerciements à la Commission de la CEDEAO et aux organisations sœurs – UEMOA et CILSS - pour l'organisation de cet évènement international sur un thème touchant aux préoccupations majeures de nos politiques de développement et de lutte contre la pauvreté, les filets sociaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Rappelant le contexte global et mettant en relief les efforts déployés dans la région en vue d'assurer le bien-être des populations, il a précisé que l'issue du présent séminaire devrait nous donner

des orientations significatives à même de renforcer les capacités techniques et institutionnelles de notre dispositif face aux aléas contemporains. C'est pourquoi, il a exhorté les participants à l'atelier à s'investir avec abnégation, à partir des bilans conséquents des instruments déployés ces dernières années, dans une réflexion prospective et ouverte, afin que les recommandations soient à la hauteur des fortes attentes. Restant convaincu que les conclusions de ce séminaire international seront d'une grande valeur ajoutée à la construction de projets et programmes de filets sociaux solides servant à faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest, il a déclaré le séminaire ouvert et a souhaité pleins succès aux travaux.

IV. DEROULEMENT DES TRAVAUX DU SEMINAIRE

11. Les travaux de l'atelier ont été marqués par les présentations, les communications des panélistes et les échanges à travers les sessions thématiques.

12. La facilitation générale des travaux de l'atelier a été assurée par Monsieur Moussa KABORE, Conseiller spécial du Président du Faso chargé de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et l'élaboration du rapport a été assuré par Monsieur Antoine COMPAORE, Conseiller technique du Ministre chargé de l'agriculture au Burkina Faso.

13. Le modérateur Général a présenté les objectifs et attentes du séminaire aux participants. Ensuite les travaux ont été déroulés suivant l'agenda proposé à travers des présentations par des spécialistes avisés et des panels modérés par des personnalités autour des thématiques ci-après :

    - ***Session introductive*** : « Les filets sociaux au cœur des politiques de réduction de la vulnérabilité en Afrique» ;

    - ***Session thématique 1*** : « Distribution alimentaire, développement de l'enfance et accès aux services sociaux» ;

- ***Session thématique 2*** : « Développement de la source principale de revenu, résilience et prise en compte du genre » ;

- ***Session thématique 3*** : « Développement et expérimentation de méthodes de ciblage » ;

Outre ces thématiques, des réflexions ont été menées au cours du séminaire sur les **perspectives pour la phase 2 du projet de filets sociaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest**. Des expériences sur les acquis de programmes nationaux de filets sociaux de sécurité mis en œuvre en Afrique de l'Ouest et dans les autres régions du monde ont été également partagées. Les débats qui ont suivi les présentations ont permis de dégager des conclusions et recommandations majeures.

V. CONCLUSIONS DES ECHANGES ET RECOMMANDATIONS

V.1. Session introductive : « Les filets sociaux au cœur des politiques de réduction de la vulnérabilité en Afrique » ;

14. Modérée par **M. HAMADOUN du CILSS**, la session a été ponctuée par deux présentations de l'ARAA et un panel. Les présentations portaient sur :

    - Aperçu sur le Programme Régional d'Appui aux Filets Nationaux de Sécurité Sociale en Afrique de l'Ouest (PRAFNSS) ;
    - Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire de la CEDEAO et Filets sociaux nationaux.

15. La première présentation a été faite par **M. BILGO Ablassé,** Chef de la Division des Opérations Techniques de l'ARAA. Il a rappelé le contexte, les objectifs et réalisations du programme avant d'annoncer les perspectives. De façon synthétique, ce programme prévoit , trois (3) types d'instruments de filets sociaux en lien avec les types de chocs auxquels la population peut être confrontée à savoir les chocs exogènes, la faiblesse structurelle des ménages et les situations d'incapacités chroniques. A ces différents types de chocs, le présentateur a indiqué les instruments de filets sociaux appropriés à leur gestion. La présentation a également rappelé en termes globaux les résultats acquis suite à la mise en œuvre des 19 projets pilotes de la phase1 du Projet d'appui à la politique agricole régionale avec son volet de filets sociaux. En termes de perspectives, il a été annoncé la révision du programme, la mobilisation de ressources pour la mise à l'échelle des instruments capitalisés, la poursuite du renforcement des capacités des acteurs sur les FSS.

16. La deuxième présentation de l'ARAA faite par **M. LOMPO Malick**, a porté sur la synergie entre la Reserve régionale de sécurité alimentaire et les filets sociaux de sécurité. Il en ressort que la Reserve régionale de sécurité alimentaire est d'une capacité actuelle de 42 000 tonnes prédisposés dans 4 sous-espaces ; le lien avec les filets sociaux dans les pays se fait essentiellement à travers les appuis apportés à la mise en œuvre des plans nationaux de réponse et se traduisant principalement par les ventes à prix subventionnés (boutiques témoins, cas du Burkina Faso), les distributions gratuites (Mali Niger) ou les appuis au programme national de cantines scolaires (cas du Ghana).

17. Suite aux présentations, trois (3) communications très riches et édifiantes sur les acquis de certains partenaires intervenants dans l'espace CEDEAO ont été présentées. Il s'agit notamment de :

- **La Banque Mondiale** : « *Filets sociaux de sécurité en Afrique de l'Ouest et du Centre : Opportunités et plateforme d'inclusion* ». Cette présentation a été faite par M. **Mahamane MALIKI AMADOU**, spécialiste principal en protection sociale de la Banque Mondiale. De sa présentation, l'on retient principalement qu'en raison de la nécessité de pouvoir toucher ceux qui ont le plus besoin de la protection sociale, il est impératif de procéder aux réformes nécessaires à travers : une mise à l'échelle des PFSS, le renforcement des systèmes nationaux et les institutions, l'appui au développement du capital humain, le renforcement de l'autonomisation de la femme, le renforcement des systèmes de distribution digitalisés, la mise en place de registres sociaux de large couverture, le renforcement et la diversification du financement de la protection sociale à travers les budgets nationaux.

- **La FAO** : « *Quels programmes de filets sociaux pour des prestations optimales et durables pour les bénéficiaires en Afrique ?* » par **M. OMAR Benammour**, chargé de la protection sociale au sein de la division Transformation rurale inclusive et égalité des sexes de la FAO. Selon lui, pour optimiser les prestations, il faut investir sur l'extension de la couverture sociale dans l'agriculture, améliorer les méthodes de ciblage (outils développés par la FAO), poursuivre le triple objectif Résilience-Durabilité et inclusion des pauvres et vulnérables en libérant leur potentiel productif, renforcer la cohérence des systèmes alimentaires et de protection sociale par leur ancrage institutionnel et une cohérence multisectorielle.

- **Le PAM** : « *Les approches du PAM sur les filets sociaux de sécurité en Afrique de l'Ouest* » présentées par **Mme Elvira PRUSCINI**, Directrice Régionale Adjointe du PAM. Dans son intervention, elle a rappelé le taux élevé de la malnutrition et de son aggravation par la Covid-19, qui a entrainé une augmentation de plus de 39% du nombre de personnes vulnérables dans la région. Cet état de fait a nécessité un renforcement des actions de protection sociale dans 11 pays pour faire face aux impacts de covid-19 au cours des 18 derniers mois. Elle a également rappelé que la prise en compte des vulnérables est multidimensionnelle et que le système de protection sociale (PS) doit se renforcer pour apporter des réponses rapides. A travers les expériences développées au Mali et au Niger, elle a **recommandé** d'accroitre la coordination entre les acteurs. Elle a également fait une mention spéciale aux micro-assurances (cas de ARC-REPLICA lancé en 2018) qui renforce la protection contre les aléas climatiques et apportent une assistance en cas de sécheresse extrême. Elle a en outre précisé que le PAM soutient les gouvernements pour rendre leurs programmes de PS plus sensibles à la nutrition à travers notamment des transferts monétaires additionnels aux femmes en plus des appuis habituels qu'il déploie. Elle a proposé, pour un meilleur impact des PFSS, l'amélioration des registres sociaux pour une large utilisation, la création d'appuis communautaires, la mise en place de mécanismes informels de PS tels que la solidarité traditionnelle, dans le cadre des

programmes d'alimentation scolaire. Elle a fait savoir qu'en tout état de cause, la complémentarité des approches est nécessaire et a marqué la disposition du PAM à aider les gouvernements à concevoir leurs programmes.

18. Toutes les présentations ont clairement réaffirmé la nécessité d'une mise à l'échelle de projets FSS pour adresser véritablement le problème de vulnérabilité des populations dans les pays de la CEDEAO. Pour une implémentation réussie de ces programmes de FSS, il est nécessaire de disposer d'outils adaptés, de faire un ciblage des bénéficiaires concertés et largement partagés par toutes les parties prenantes. Les pays doivent s'approprier les outils tels que : les cash for work (CFW), les « Cash For Assets » et les HIMO (activités à Haute Intensité de Main d'œuvre). Par ailleurs, le renforcement des capacités productives des femmes dans la transformation des produits est une passerelle obligée pour l'atteinte des objectifs des projets FSS dans l'espace CEDEAO.

19. Les échanges ont également permis de noter que :

- les autorités locales ont un important rôle à jouer sur la base du principe de subsidiarité qui impose à tous les niveaux la forte implication de toutes les parties prenantes (ONG, collectivités, les OPR, etc.). Ces acteurs doivent nécessairement être au cœur de cette dynamique ;
- le renforcement des capacités des acteurs au niveau local reste un impératif pour la pérennité des initiatives FSS afin de toucher la vraie cible et de responsabiliser les bénéficiaires ;
- Il est impérieux de ne pas créer un climat d'assistance durable en appuyant toujours les mêmes communautés. Les intervenants du secteur doivent également être vigilants sur la planification des opérations et s'appuyer sur une large implication des autorités au niveau village pour que le ciblage permette effectivement de faire une identification correcte des vrais vulnérables qui doivent être accompagnés vers leur autonomisation ;
- la mise à l'échelle doit prendre en compte un schéma d'adaptation des projets sociaux en fonction de la typologie de bénéficiaires (face à la rigidité de l'administration) ;
- le stockage des denrées au niveau local a un lien étroit avec les filets sociaux. Des réflexions sur l'impact des stockages au niveau local avec la pratique de Warrantage pourront être menées ;
- les stockages communautaires participent à la sécurisation des cantines scolaires et des communautés de la CEDEAO dans son ensemble. Aussi, la mise en réseau des acteurs et une meilleure connaissance sur la disponibilité des produits sont importantes.
- Le cadre normatif (Cadre juridique et institutionnel) reste un passage obligé pour asseoir une mise en œuvre des projets FSS. En effet, sans la prise en compte du cadre juridique et institutionnel, la durabilité de l'initiative est mise à rude épreuve voire compromise.

20. A l'issue des échanges, le séminaire recommande :

- le renforment de capacités des collectivités locales afin de faciliter la pérennisation des actions de filets ;

- le renforcement du rôle et de la participation des collectivités territoriales, des autorités locales, des organisations communautaires dans le cycle de vie des initiatives de FSS ;
- une meilleure implication des autorités au niveau village pour éviter les biais de ciblage des bénéficiaires ;
- une meilleure implication de la société civile et des Collectivité territoriales dans la mise en place de schémas d'adaptation permanente (outils et méthodes) de la protection sociale,
- la conduite d'une analyse de l'impact du stockage des denrées au niveau local et les Filets de sécurité sociale ;
- le renforcement de l'information sur la disponibilité des produits (Pôles de Développement Economique) ;
- la mise en place d'un cadre normatif (Cadre juridique et institutionnel) pour garantir la durabilité des initiatives.
- l'encouragement de la mise en place d'un cadre régional pour faciliter des synergies dans les interventions

V.2. « Distribution alimentaire, développement de l'enfance et accès aux services sociaux »

21. Cette première session thématique a été alimentée par les communications sur deux sous thèmes :

Le premier sous thème intitulé **« Bâtir des modèles d'alimentation scolaire fonctionnels et durables, basés sur des produits locaux et qui offrent des opportunités aux petits producteurs »** a été déroulé à partir de diverses présentations effectuées par des porteurs de projets et suivi d'un panel. Le deuxième sous-thème était **« Accroître le potentiel des ménages ruraux dans la fabrication ou la fortification des aliments au niveau local ».**

22. Les communications sur le premier sous thème ont été modérées par **Mme SIDIBE/ANAGO Alice Gisèle,** Secrétaire Permanente de l'Initiative présidentielle **« Assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour » au Burkina Faso.** Les présentations ci-après ont été faites :

- **ONG Conseils pour un développement utile en Afrique** : « Projet de promotion d'un système intégré d'alimentation scolaire et d'agro – écologie dans la région des savanes au Togo » par **M. KOLANI Beithien**, Directeur Exécutif de l'ONG.

  L'objectif global de ce projet est d'améliorer durablement l'alimentation et la nutrition des élèves en situation de précarité. La mise en œuvre de cette action a permis de booster la performance scolaire de 1010 élèves dans les 06 écoles en milieu vulnérable, former 150 mères nourrices organisées en clubs des mères de ces 6 écoles, accroître la production et la transformation locale.

  La principale leçon tirée de sa mise en œuvre est que l'alimentation scolaire dans des communautés pauvres est un outil de justice et d'équité sociales.

- **ONG CERAI** : « Pratiques agro écologiques résilientes et marketing participatif comme outil de nutrition scolaire et de sécurité alimentaire communautaire pour les populations rurales des îles de Santo Antão et Fogo, Cabo Verde » par **M. David Aguinaldo** ; Directeur Exécutif de l'Association des amis de la Nature en République du Cap-Vert.

  Mis en œuvre dans l'objectif de contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales et des élèves des îles de Fogo et Santo Antão à travers la protection et le renforcement des moyens de subsistance dans les communautés rurales des îles de Santo Antão et de Fogo. L'approche utilisée est le renforcement des capacités de production agricole résilientes, l'organisation sociale et l'accès au marché institutionnel des cantines scolaires. Des solutions « préventives » à l'insécurité alimentaire ont été développés telles que l'"Achat Local Conditionnel" et le "Contrat Agricole" qui permettent d'investir et de sécuriser des capitaux sur le territoire en vue de répondre à l'incapacité dans laquelle se trouvent certaines communautés (Ex. accès au crédit, à la logistique, aux intrants, etc.). Des solutions de « réaction » à l'insécurité alimentaire ont également été développées à travers la combinaison de la sécurité des communautés productives avec d'autres mécanismes de protection et d'assistance sociale.

- **ONG APS : «** Renforcement des filets sociaux dans les Départements de Dagana et de Podor à travers un projet pilote de promotion de la production locale, de l'introduction du moringa et du respect de l'environnement dans les cantines scolaires », par **M. Ibrahima Dieng**, Coordinateur local de Alianza Por la Solidaridad au Sénégal. Ce projet visait à renforcer les filets sociaux pour une gestion durable des cantines scolaires, en améliorant la situation nutritionnelle des élèves bénéficiaires de cantines scolaires.

  En termes deleçons tirées, il est ressorti que la problématique de la sécurité alimentaire et la mise en place de filets sociaux, en particulier dans le cadre de projet de cantines scolaires est par essence multisectorielle. En outre, l'appropriation par les bénéficiaires et l'implication des services techniques de l'Etat (infirmiers chefs de postes et Inspection de l'éducation et de la Formation) sont nécessaires à la réussite d'un projet de renforcement de filets sociaux à travers la mise en place de cantines scolaires. Enfin, la mise en place de cadres de concertation est un levier important pour la recherche de solutions autour des problèmes de l'école et de la communauté en général.

- **NGO ZOA** : « L'Agriculture locale pour la nutrition dans la chaîne de valeur de l'éducation au LIBERIA » par **M. Joseph Flomo, Goelo,** Responsable du programme de repas scolaires Home-Grown/ Libéria.

  La mise en œuvre du projet visait trois objectifs à savoir : (i) améliorer les moyens de subsistance durable et la résilience des petits exploitants agricoles et des ménages ruraux, (ii) accroître l'accès à l'enseignement primaire et réduire les niveaux de faim chez les élèves des communautés ciblées, (iii) renforcer les capacités et le soutien des repas scolaires à base de produits locaux (HGSM) en tant que filets de sécurité efficaces.

  Les leçons apprises sont les suivantes : le projet correspondait aux besoins et demandes socio-économiques des bénéficiaires et leurs attentes ont été satisfaites. L'accès à des repas scolaires pendant toute la durée du projet a entraîné une augmentation des

inscriptions et du taux de rétention des élèves. Par ailleurs, le projet a permis d'extraire de bonnes pratiques à capitaliser et les méthodes de suivi ont permis de bien documenter les résultats obtenus.

ONG RADIG : « Projet d'Appui au Maraîchage en Guinée Forestière », présenté par M. Paul KOUROUMA, président de l'ONG RADIG.

Le projet visait à contribuer à la sécurité alimentaire et des capacités productives des groupements féminins vulnérables en vue d'approvisionner les cantines scolaires en légumes. Le projet a contribué à renforcer les liens de solidarité et d'entraide très forts entre les femmes du groupement d'intérêt économique (GIE) favorisant le maintien de celles-ci dans le GIE. Les apports en légumes des groupements ont contribué à l'amélioration non seulement de l'état nutritionnel des élèves mais aussi des indicateurs scolaires et au raffermissement des relations de collaboration entre groupements bénéficiaires, association des parents d'élèves et comités de gestion des cantines scolaires.

23. Les participants ont également partagé l'expérience d'éminents panelistes qui ont démontré que la question en lien avec l'instrument : « **Alimentation scolaire** », reste essentielle pour faciliter l'éducation pour tous dans les pays de la CEDEAO et ailleurs.

Il s'agit notamment de l'expérience de :

Panéliste 1 : **Bruno Costa DA SILVA**, Coordinateur général adjoint du programme national d'alimentation scolaire (PNAE) du Brésil. Son intervention a porté sur la coordination de l'exécution financière du PNAE au Brésil. Dans son intervention, il a d'emblée précisé que l'année 2009 est celle de la restructuration du programme d'alimentation scolaire au Brésil avec l'adoption de la loi sur les cantines scolaires qui a défini un seuil de 30% du budget des cantines qui doit être utilisé pour l'achat des produits aux petits exploitants. C'est l'année de la connexion des cantines scolaires aux exploitations familiales. Ce lien a produit des résultats forts remarquables au Brésil.

Paneliste 2 : KABORE Patrice, de l'initiative présidentielle « assurer à chaque enfant en âge scolaire, au moins un repas équilibré par jour » du Burkina Faso. L'objectif de cette initiative qui a débuté en 2021 est d'améliorer la disponibilité des denrées alimentaires pour un approvisionnement optimal des cantines scolaires, à travers l'amélioration de la valeur nutritionnelle des menus des cantines scolaires, l'amélioration des revenus des ménages en état de précarité alimentaire et l'amélioration de la gouvernance des cantines scolaires. 9 000 000 d'enfants en âge scolaire de 3 à 18 ans sont directement visés dont les bénéficiaires indirects sont les producteurs (agriculture, élevage, environnement), transformateurs (artisanaux, semi-industriels et industriels) de produits agro-alimentaires, particulièrement les femmes et les jeunes.
Le lien formel entre les productions locales et les cantines scolaires qui doivent être approvisionnées en vivres sur les 9 mois de l'année scolaire est établi au moyen de la mise en place de 3400 modèles d'agriculture intelligente résiliente et performante (AIRP),

l'aménagement de bas-fonds et de périmètres maraichers, l'appui des producteurs en intrants et en équipements agricoles. Également, des actions d'accroissement des productions animales et halieutiques (implanter des poulaillers, des unités de production piscicole et apicole),de valorisation de la production des produits forestiers non ligneux (protéger des espèces pourvoyeuses de PFNL, Produire des plants d'espèces pourvoyeuses de PFNL, réaliser des jardins nutritifs de boabab et appuyer les acteurs en matériels d'exploitation des PFNL) et d'amélioration des conditions de stockage et de conservation des produits (doter les écoles en matériels et produits de stockage et de conservation, renforcer les capacités des acteurs).

Panéliste 3 : MOULAMOUWA Karim, Coordonnateur régional de l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), région de la Kara, **Togo :** Il a présenté l'expérience du Togo en matière d'alimentation scolaire durable.
Le programme d'alimentation scolaire du Togo vise à offrir le repas de midi aux élèves dans les écoles primaires publiques à partir de critères de pauvreté préétablis. La finalité de l'action était d'agir sur les indicateurs scolaires en améliorant le taux de fréquentation et réduire les cas d'abandons. Il s'agissait également de renforcer les relations entre les producteurs locaux et les cantines scolaires. 337 écoles ont été ciblées de 2008 à 2020 avec 97 512 élèves touchés et 84 000 000 repas servis. Les résultats obtenus sont principalement l'amélioration du taux moyen de réussite (71 à 78 %), l'augmentation des inscriptions, du taux de fréquentation, etc. L'état nutritionnel des élèves a également connu une amélioration avec des menus servis à base de produits locaux et de haute valeur nutritive.

Paneliste 4 : CERFAM/ Patrick Teixeira. Dans son intervention, il a rappelé l'intérêt d'avoir des approches multisectorielles pour une alimentation saine, diversifiée nutritive des populations. Il a également mentionné que le CERFAM est le résultat d'un partenariat stratégique entre la Côte-d'Ivoire et le PAM dans la recherche de stratégie et de bonnes pratiques concourant notamment à l'atteinte de l'ODD 2. Le CERFAM se veut être la plateforme de bonnes pratiques d'échanges et de partage d'expériences sud-sud. Son intervention repose sur 4 piliers à savoir :

- la recherche : alimentation scolaire, nutrition,...
- le plaidoyer et la communication;
- le partenariat (Bénin illustratif : approche intégrée) ;
- l'assistance technique (formulation de stratégie et de politiques etc.).

Panéliste 5 : Mme Arlene Mitchel, Directrice exécutive de la fondation mondiale pour la nutrition de l'enfant (GCNF). Son intervention a porté sur le lien entre l'école et les producteurs, ce qui garantit une bonne nutrition, gage de santé et une amélioration des revenus de ces producteurs. Elle a insisté sur l'importance de l'approche multisectorielle, approche inclusive permettant d'accompagner des producteurs pour un accès au marché à travers des partenariats de mise en œuvre. Face à l'importante demande en produits locaux, elle a relevé que seule l'approche intégrée impliquant une forte volté politique pourra permettre de répondre aux attentes et de tirer les avantages comparatifs liés à l'investissement dans le capital humain.

24. Le second volet portant sur le sous-thème : « Accroître le potentiel des ménages ruraux dans la fabrication ou la fortification des aliments au niveau local » a été modéré par **M. Simeon**

NANAMA, Conseiller régional en nutrition de l'UNICEF **et M. Paul Quarles van Ufford,** Conseiller régional en politique sociale au bureau de l'UNICEF pour l'Afrique occidentale et centrale. En lien avec l'instrument « transfert de produits nutritionnels enrichis, inclusion économique, formation et sensibilisation », des présentations de porteurs de projets suivi de communications de panélistes ont servi de support aux échanges.

Les présentations suivantes ont été faites :

- **ONG Afric Mutualité :** Projet Intégré de Nutrition Communautaire & de lutte Contre la Pauvreté au Bénin (PINCP), par **Mme FIRDAOSS Oluwa-Toyin YOUSSOUFOU,** Chargée de Programme.

  L'objectif de cette action était de réduire l'extrême pauvreté dans les communautés béninoises. Son objectif spécifique était de prévenir et réduire la malnutrition chez les enfants de 0-59 mois dans les communes de Zakpota et de Zè au Bénin. Centrée **sur la promotion de** la santé de la mère et de l'enfant, de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'amélioration du pouvoir d'achat et des moyens d'existence, la mise en œuvre a conduit à l'amélioration des pratiques et connaissances des mères sur les aspects nutritionnels (augmentation de 13% à 27%) de la proportion de mère pratiquant l'allaitement exclusif) , à l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants suivis (68% des enfants), à l'amélioration du pouvoir d'achat des femmes et à l'augmentation de leurs capacités de production (50% de femmes ayant bénéficié des kits de production ; 44% augmenté leur rendement). Les leçons tirées sont les suivantes : **(i)** une intervention de nutrition communautaire dans un contexte de pauvreté extrême restera pertinente si elle s'accompagne au début d'action urgente (appoint alimentaire). Sa pérennisation pourra être facilitée par une combinaison d'actions de changements de comportement, (ii) dans un contexte de pauvreté extrême, des petits transferts monétaires permettent aux ménages de mener des activités afin de satisfaire leurs besoins quotidiens, (iii) la participation des hommes aux séances de causeries éducatives facilite l'adoption de comportement favorable à la promotion de la santé et de la nutrition.

- **AFAO :** « L'intégration de la dimension genre dans la mise en œuvre des filets sociaux de sécurité en zones vulnérables du Sénégal et de la Guinée » **par Mme KHADY FALL TALL,** Présidente de l'association des femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO-WAWA)

  Le projet avait pour objectif de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des femmes pauvres, vulnérables et des orphelins victimes de l'épidémie à virus Ebola. De manière spécifique, il s'agissait d'intégrer la dimension genre dans la mise en œuvre des filets sociaux de sécurité dans les ménages de 4 sites ciblés au Sénégal et en Guinée. L'innovation apportée consistait au couplage des transferts monétaires (cash monétaires) à la distribution de kits alimentaires. Ces instruments de filets sociaux (cash-flow et coupons alimentaires) correspondaient réellement aux attentes et aux dynamiques de changement et ont permis l'amélioration de la santé et l'état nutritionnel des femmes enceintes, allaitantes, pauvres et vulnérables en milieu rural du Sénégal et des enfants orphelins à la suite de l'épidémie à virus d'Ebola qui sévissait en Guinée. A travers son approche de diversification des repas alimentaires et l'assistance financière,

le projet a permis de régler des problèmes d'urgences familiales et à contribuer à l'appropriation de nouvelles connaissances dans les domaines de changement de comportements et d'habitudes alimentaires. Trois leçons principales ont été tirées de la mise en œuvre du projet : (i) la nécessité d'augmenter la quantité des kits alimentaires et du montant des cash, et d'éviter de servir les mêmes bénéficiaires durant tout le projet ; (ii) la nécessité d'initier une démarche d'autonomisation en incluant le volet activité génératrice de revenus (AGR) dans les filets de sociaux avec accès aux outils de production et de transformation agroalimentaire (équipements) pour diminuer la pénibilité des tâches domestiques des femmes et leur permettant de s'adonner à d'autres tâches quotidiennes et (iii) l'initiation des cantines scolaires rurales afin de favoriser la fréquentation et le maintien des enfants à l'école (au moins deux jours dans la semaine).

- **HKI :** « Stratégie opérationnelle d'amélioration de la productivité des cultures à intérêt nutritionnel pour les populations rurales vulnérables en Côte d'Ivoire » ; par **M. Bamba Foungotin, représentant résident de Helen Keller International en Côte d'Ivoire.** L'action avait pour objectif général de renforcer les moyens d'existence des petits paysans vulnérables par la mise en œuvre de mode de cultures simples, susceptibles d'améliorer la production agricole et la qualité nutritionnelle des aliments grâce à l'amélioration de la fertilité des sols. De manière spécifique, il s'agissait de mettre en place des techniques culturales spécifiques et facilement applicables; de créer les conditions d'une agriculture rentable et durable par l'amélioration de la fertilité des sols et la productivité des cultures; d'augmenter la disponibilité et l'accès à des aliments à haute valeur nutritive; de faire la sensibilisation sur les actions essentielles en nutrition à l'endroit des groupes cibles bénéficiaires, à travers l'utilisation de la patate douce à chair orange (PDCO). L'innovation apportée par le projet était l'utilisation d'engrais organique fabriqués localement avec les bénéficiaires et la combinaison d'instruments (kits alimentaire, appui en intrants, sensibilisation et formations) pour une réponse adéquate à la situation des vulnérables.

  En termes de leçons apprises, il ressort que parmi les sous-produits et déchets utilisables pour la production de fumures certains sont à fort potentiel agronomique. Aussi, l'implication des communautés dans la conduite des essais a-t-elle permis d'assurer une meilleure maîtrise de l'itinéraire technique des cultures avec les différents types de fumure (patates douces, soja et carotte). Le projet a généré des connaissances sur l'utilisation des quantités de fumures par hectare permettant une optimisation des intrants. Enfin, l'utilisation des déchets et sous-produits agricoles comme fertilisants pour la production, a permis à moyen et long terme la réduction de polluants organiques industriels et ménagers.

25. Suite à ces présentations, les participants ont partagé diverses expériences dans le cadre d'un panel.

- **Paneliste 1 : PAM.** L'intervention a permis de retenir que la problématique majeure soulevée par la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables est l'accès aux aliments

nutritifs. D'après les études faites par le PAM, sur presque l'ensemble des pays couverts par les porteurs du projet, le constat montre que 3 ménages sur 5 (60%) n'ont pas de moyens pour acheter les aliments nutritifs en raison des problèmes de disponibilité et de coût de ces aliments. La protection sociale pourra être une réponse adéquate à la satisfaction des besoins nutritifs des ménages. En tout état de cause, une fortification et un enrichissement des aliments au moyen de la transformation des produits sont essentiels. En outre le renforcement de la disponibilité des aliments nutritifs sur le marché est une nécessité en ce sens que les analyses effectuées sur la fonctionnalité des marchés dans des zones difficiles d'accès montrent qu'il y a des efforts à consentir en termes d'infrastructures d'accès, de stockage, de transport, transformation et de conditionnement des aliments et de conservation pour la satisfaction des besoins des ménages. Pour rendre les instruments de filets sociaux plus sensibles aux couches minoritaires que sont les femmes et les enfants, l'accès aux aliments nutritifs pourrait être facilité au moyen d'une augmentation de cash monétaires.

Suite à ces communications, les échanges qui ont suivi, ont permis d'apporter les clarifications sur les problématiques spécifiques :

- En termes de coordination, HKI dans son intervention a sollicité l'implication des structures (ministère, autres programmes dans le domaine, universités) en mettant en place des comités de gestion ;

  Par rapport à l'implication des collectivités et autres acteurs nationaux, l'ONG AFAO a rappelé dans son intervention l'implication des sous-préfectures au Sénégal et en Guinée dans la mise en œuvre du projet, et des ministères de protection sociale. Dans la mise en œuvre de son action, AFAO a mis en place un comité de pilotage régional avec l'implication de ses partenaires, les comités locaux avec les relais communautaires ;

- Concernant l'implication des acteurs dans l'intervention du projet intégré de nutrition communautaire et de lutte contre la pauvreté (PINCP), il a été rappelé la collaboration du projet avec la cellule de l'intégration de la CEDEAO, le point focal PRIASAN du ministère de l'agriculture, le ministère de la famille et la mairie ;

- Afin de bien gérer les ressources pour les communautés, l'UNICEF a réitéré l'importance de développer le segment de la transformation au niveau local ;

- **Pour M. Sékou SANGARE**, Commissaire chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la CEDEAO, il a insisté sur la nécessité pour les acteurs des PFSS d'harmoniser leurs approches d'identification des zones bénéficiaires ciblées pour plus d'efficience et d'efficacité. Aussi, la coordination de toutes les interventions FSS à partir du niveau local est une nécessité. Ceci exige l'implication de ces acteurs locaux depuis la

planification jusqu'à la mise en œuvre. Il a surtout recommandé aux intervenants d'éviter de travailler en silo.
Sur la question très importante des valeurs nutritives de la patate douce à chaire orange, le commissaire a fait remarquer que la transformation de ce produit pourrait être un domaine à explorer pour permettre aux communautés de produire des farines, des beignets des chips afin de générer des ressources supplémentaires aux ménages pauvres.*9

26. Les échanges, ont permis de tirer les principales conclusions ci-après :

- les présentations des porteurs de projet confirment la contribution de la protection sociale dans l'atteinte des résultats pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- en ce qui concerne la couverture, il y'a certes un accroissement des interventions en filets sociaux de sécurité mais il demeure crucial d'élargir le rayon d'action pour couvrir les zones non encore prises en compte ;
- pour un équilibre entre la protection financière et la couverture des besoins, des services complémentaires devront être développés (stratégies de graduation) ;
- une approche multi-secteur et multi-acteurs partant du niveau local est nécessaire pour une efficacité renforcée des actions.
- l'engagement de l'UNICEF pour la mise en place d'un cadre régional pour la protection sociale.

27. A l'issue des échanges, le séminaire recommande :

1. la prise en compte de la diversification des produits, en plus des aspects de fortification alimentaire dans le cadre des interventions sur la nutrition;
2. l'adaptation des aliments aux réels besoins des enfants ;
3. la prise en compte des contextes locaux de transformation des aliments pour impliquer les communautés dans les mesures de transfert des aliments nutritifs adaptés ;
4. Réaliser une cartographie sur la malnutrition dans la région ouest africaine ;
5. la reprise par la CEDEAO des discussions pour l'instauration d'un cadre régional pour la protection sociale dans une approche multi acteurs.

28. **V.3. « Développement de la source principale de revenu, résilience et prise en compte du genre »**

29. La session a été modérée par **Mme KHADY FALL TALL**, Présidente de l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO-WAWA).

En lien avec l'instrument « ***Transferts monétaires*** », quatre expériences portées par des ONG ont été présentées suivi d'un panel qui a traité des aspects d'innovations dans le domaine et a proposé des stratégies d'optimisation de leurs usages.

Les initiatives présentées étaient :

- **ONG AFV : « Projet d'appui au redressement du pouvoir économique des ménages** (PRODEM)-Niger » par **KABIROU MOUTARI**, Assistant technique à temps partiel à l'ONG AFV.

  L'objectif global du projet était de contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables dans les communes de Alakoss et Ollélewa visant trois résultats à atteindre à savoir : (i) les ménages vulnérables ont augmenté leur production alimentaire et leur revenu, (ii) les ménages vulnérables ont amélioré leurs pratiques en matière de santé, de nutrition et d'hygiène et (iii) les ménages vulnérables ont amélioré leur résilience face au changement climatique.

  Les leçons tirées de sa mise en œuvre sont les suivantes : en plus d'être un projet de filets sociaux, le projet peut être considéré comme une action de sécurité alimentaire dans un contexte d'adaptation à la résilience climatique. Sa mise en œuvre a permis aux ménages de produire des produits maraîchers malgré l'aridité et des conditions agro écologiques très difficiles. Il a également permis de comprendre que les comportements d'une communauté peuvent changer dans une période relativement courte.

- **ONG SONGTABA** : « Donner aux communautés les moyens d'accroître leur résilience face aux effets du changement climatique pour améliorer la sécurité alimentaire » - Ghana, par **LAMNATU ADAM,** Directrice exécutive de l'ONG SONGTABA.

  Avec un objectif global qui est d'accroitre la capacité d'adaptation des communautés contre les risques du changement climatique pour une sécurité alimentaire et des revenus améliorés, le projet visait spécifiquement : le renforcement de la planification de la protection sociale dans deux (02) assemblées de districts du projet en utilisant l'analyse factuelle de ce projet ; la dotation de moyens à 10 communautés pour des actions de restauration de la végétation et l'utilisation multiple de l'eau en mettant l'accent sur l'impact du changement climatique ; l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus de 10 % des ménages de 10 communautés grâce au jardinage de saison sèche et la diversification des moyens de subsistance.

  Les leçons apprises de sa mise en œuvre sont les suivantes : la sélection inclusive des bénéficiaires du projet à l'aide d'un processus non partisan est fondamentale pour atteindre les résultats du projet et avoir un impact significatif ; une combinaison d'interventions doit être introduite, pour accélérer la réduction de la pauvreté ; le soutien des femmes avec de petits ruminants renforce leur estime de soi et augmente leur sentiment de propriété et de prise de décision.

  Par ailleurs, l'approche intégrée de l'intervention de transfert monétaire a aidé à répondre indirectement à de nombreux autres besoins de développement dans les communautés et cela pourrait être exploité et pris en compte dans les enseignements des programmes LEAP mis en œuvre par le gouvernement du Ghana.

- **OXFAM Burkina Faso** : « Projet d'appui à la protection sociale par le ciblage pilote des personnes vulnérables et les filets sociaux sélectifs au Burkina Faso » ; par Alice Armelle **ZONGO.**

  Mis en œuvre par OXFAM-Burkina, le projet a concerné les communes de kaya et Mané. De juin 2016 à novembre 2017, 682 ménages vulnérables ont couvert leurs besoins

alimentaires et adopté de bonnes pratiques. Des opérations de Cash Transfer ont été déroulées. Mis en œuvre dans le cadre d'une approche participative incluant des autorités de proximité, le projet a permis d'améliorer l'état nutritionnel des enfants. En termes d'impact, aucun enfant concerné par le projet n'a été diagnostiqué malnutri. Cela a été rendu possible du fait de l'amélioration du nombre des repas journaliers par ménage.Le projet a été réalisé dans une approche multi acteurs et multisectorielle. Toutefois, des améliorations devront être apportées dans le cadre d'autres actions à venir en prévoyant des appuis aux services sociaux en ressources humaines et matérielles pour accompagner le processus d'enregistrement des vulnérables. Également un accent devra être mis sur l'harmonisation des montants du cash transfer pour l'ensemble des intervenants.

La protection sociale devra également être prise en compte dans les plans de développement des collectivités territoriales. Un renforcement des capacités des conseillers municipaux est également à considérer.

- **CONEMUND** : Projet de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables à travers l'intégration de l'approche des filets sociaux préventifs dans le cercle de Yélimané au Mali, par **Seydou SANGARE**, Gestionnaire des projets de la Coopération Espagnole (AECID)

L'objectif général de ce projet était de renforcer la résilience des couches pauvres dans trois (3) communes du cercle de Yélimané, région de Kayes au Mali. Son objectif spécifique était d'améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle des couches les plus vulnérables à travers l'intégration de l'approche des filets sociaux préventifs dans les communes de Guidimé, Krémis et Konsiga, dans la Cercle du Yélimané, région de Kayes.

De sa mise en œuvre, l'on tire les leçons ci-après : l'uniformisation des montants des transferts est gage d'égalité ; la mise à disposition de cash transfert échelonné, favorise une bonne planification des dépenses et d'entrepreneuriat, les cash direct aux bénéficiaires permet de minimiser les risques de détournement des fonds ; transfert cash via les opérateurs téléphoniques réduit le risque d'attaques du personnel ; les communiqués radio par rapport aux paiements ont suscité l'écoute régulière des informations à la radio ; les pièces d'identité ont été valorisées en milieu rural à travers le paiement sur présentation de celle-ci. Par ailleurs, l'on retient que les transferts en période de soudure agricole et pastorale soulagent plus les bénéficiaires.

30. Suite à ces présentations, divers panélistes ont entretenu les participants sur des expériences spécifiques :

- **Paneliste 1 : LIONEL OUEDRAOGO** de la FAO sur « l'Approche caisse de résilience ». L'intervenant a informé qu'il s'agit d'une expérience vécue dans plusieurs pays du Sahel. Elle émane des chocs récurrents au sahel qui exposent de manière croissante des ménages à de multiples risques. L'approche a été développée suivant une vision holistique qui réunit des dimensions sociales, techniques et surtout financières. C'est un projet qui a couvert le Burkina Faso et le Mali. C'est une approche qui allie la microfinance

communautaire aux appuis à la production agricole à travers la mise en place de champs écoles agropastoraux concernant le volet technique et des opérations de cash inconditionnel ; et de Cash for work pour ce qui concerne le volet financier. Sur le plan social, l'approche prend en compte la mise en commun d'épargne, le développement de thématiques transversales notamment, la cohésion sociale, les changements climatiques. L'approche participative d'identification des besoins adoptée, favorise le rapprochement entre acteurs intervenant dans la zone. La caisse de solidarité a également été intégrée au dispositif. En termes de leçons apprises, il ressort clairement que les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) constituent une alternative aux problèmes d'accès aux crédits. Enfin, l'utilisation des téléphones mobiles permet de toucher plus de ménages jugés inaccessibles.

- **Paneliste 2: Abdoulaye Amidou** sur le Cash Learning Partnership (CaLP)
  L'initiative regroupe un réseau d'organisations mis en place il y'a une quinzaine d'années. Les domaines d'actions portent essentiellement sur les transferts monétaires humanitaires bien que le lien peut être établi avec les aspects de protection sociale. Du fait que la définition des modalités doit être établie, les liens doivent être recherchés par les acteurs de ces domaines (humanitaires, protection sociale). Dans ce sens, Il est nécessaire de créer un cadre d'accompagnement pour tous les intervenants.

- **Paneliste 3 : M. THOMAR** du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.
  Parlant des technologies de passage à l'échelle, les interventions monétaires nécessitent une technologie. Des mécanismes de distribution et de retour d'information doivent être définis afin de minimiser les risques de détournements d'objectifs des transferts. Il est également indiqué de mettre en place un processus de préparation pour le déploiement de la technologie, les partenariats avec les autorités étatiques et les législations en vigueur. Un autre moyen est la priorisation qui ne tienne pas compte seulement des mécanismes de filets sociaux de sécurité, mais aussi des stratégies préventives comme l'assurance.

- **Paneliste 4 : M. GNINGUE Malick,** Coordonnateur du Programme national de bourses de sécurité familiale (PNBSF) du Sénégal ;
  Pour optimiser l'usage des transferts monétaires, Il a insisté sur la nécessité d'accompagner leur distribution par des actions d'autonomisation des bénéficiaires. La synergie avec des actions des ministères sectoriels demeure également indispensable. Il recommande l'implication active des collectivités locales pour une appropriation des programmes et la création des mécanismes de gestion de plaintes. Abordant la durabilité et partant du constat que plusieurs programmes mis en œuvre ne sont pas encadrés par un cadre légal, il recommande leur institutionnalisation.

- **Paneliste 5: RICHARD AZINA NARTEY** sur le Livelihood Empowerment Against Poverty (LEAP) du Ghana.

  A travers le programme, des transferts monétaires sont réalisés au profit des ménages. La gestion devrait être assurée par les femmes. Toutefois, il convient de s'assurer que les technologies soient inclusives dans ce dispositif. Tous les bénéficiaires sont enregistrés dans la base d'assurance. Les bénéficiaires de LEAP sont d'emblée bénéficiaires des projets productifs de l'ETAT et reçoivent d'appuis agricoles. En prélude aux actions, des séances de sensibilisation sont réalisées par les divers intervenants sur les questions de gestion financière, hygiène, nutrition. Les attentes sont essentiellement l'amélioration de la résilience de ces bénéficiaires en vue de leur autonomisation.

  Intervention de M. Sékou SANGARE, Commissaire chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la CEDEAO : il a fait remarquer que les mécanismes et les technologies peuvent donner lieu à des coûts qui sont négligés mais importantes à la réussite des actions. Les filets sociaux qui sont des dispositifs pour une meilleure redistribution des ressources doivent permettre de faire bénéficier les plus vulnérables et faciliter leurs accès à des coûts accessibles à certains services vitaux et élémentaires (achat médicament, achat de puce pour téléphone).

31. En lien avec l'instrument **« Distribution d'intrants et renforcement de capacités »** et autour du sous-thème « Accroître la résilience des ménages vulnérables : quelles mesures d'accompagnement productif nécessaire pour un accès aux meilleures activités économiques » plusieurs présentations de porteurs d'initiatives ont été faites suivi d'un panel qui a permis aux panélistes de partager les expériences.

Les présentations étaient les suivantes :

- **ONG NANTS** : « Autonomisation de 300 ménages dans les camps de personnes déplacées à l'intérieur de Durumi et Kuje à Federal Capital Territory - Abuja grâce à l'agriculture pour améliorer les moyens de subsistance et la génération de revenus » par Dr **KEN UKAOHA,** Président ONG NANTS.

  L'objectif du projet était de protéger les femmes contre les violences, empêcher les jeunes d'être recrutés par les groupes terroristes. La mise en œuvre du projet a bénéficié d'une motivation politique de haut niveau (Mission de suivi conjointe Commissaire de la CEDEAO, des ministres, le l'Ambassade d'Espagne). Les personnes déplacées ciblées ont bénéficié de formations en services de vulgarisation (Manuels, lignes directrices- services d'agronomie, champs écoles), en intrants (semences, engrais, produits de traitement) et en matériel (dabas). La mise en œuvre du projet a permis à 300 ménages de restaurer leurs moyens de subsistance par la production de 2800 tonnes de maïs, avec un rendement de 6T/Ha et de 1000 tonnes d'arachide. En outre 50 ménages ont quitté le camp des déplacés internes et sept bénéficiaires ont pu acquérir des terres pour construire leur maison. Le bénéfice net obtenu par ménage a été évalué à 525 000 Naira.

- **APESS** « Promotion des filets de sécurité productifs et durables auprès des ménages éleveurs et agro-éleveurs vulnérables » au Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau et au Nigéria » par **Adja NDOUMBE Sene,** Bureau technique Sénégal de APESS.
  Le projet visait à accroitre le capital productif des bénéficiaires à travers le renforcement de leurs capacités. L'innovation était l'utilisation de mécanisme de ciblage s'appuyant sur le bilan alimentaire simplifié des ménages pour identifier les exploitations familiales déficitaires, ceux en équilibre précaire. L'instrument mis en œuvre est le voucher (Kit d'animaux introduit aux exploitations familiales), un comité a été mis en en place après ciblage et qui avait pour but de déterminer la nature du kit. L'acquisition des animaux s'est faite avec l'appui des services techniques sur les marchés locaux. Le système de « passage de don » qui consiste à transférer à partir d'un ménage bénéficiaire aux autres bénéficiaires le même nombre d'animaux reçus et ce en deuxième année.
  En termes de leçon apprise, l'on retient que la délivrance de kits d'animaux peut être mise à l'échelle avec le « passage du don ».

- **ONG BRAC** : « Modèle de développement durable de l'élevage pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Sierra Leone » Par **Joseph NABIE,** Directeur de programme BRAC.
  Le projet visait à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers les services de filets sociaux. Au total 3150 petits exploitants de 300 ménages ont bénéficié des formations avec la contribution des services du ministère de l'agriculture et des acteurs universitaires. Un centre de formation a été mis en place. Sur la base des formations dispensées, les bénéficiaires devaient développer des modèles de vie durable basées sur une meilleure gestion de leurs exploitations. La mise en œuvre du projet a permis d'accroitre les rendements agricoles et la productivité animale (déparasitage, campagnes de vaccination des animaux)

- **AGED :** « Protection du noyau de reproduction au profit des ménages agropasteurs pauvres dans la région du sahel, au Burkina Faso » par **BOKOUM Assane,** Chef d'antenne régionale d'AGED au Sahel.
  Le projet a été mis en œuvre dans un contexte de migration transfrontalière de mai 2016 à juin 2018. Un cadre de concertation impliquant les communautés et les services techniques a été mis en place pour cibler les communes d'intervention et les bénéficiaires. Il s'agissait pour cette action de renforcer les capacités des femmes pour la production fourragère en substitution aux sous-produits agroindustriels. Les outils tels que le Cash for work et le cash Transfer ont été utilisés (1750 ménages). Des appuis à l'alimentation du bétail ont également été mis à la disposition des femmes. La mise à leur disposition de semences fourragères a permis de réaliser 40 ha de production fourragère. Les appuis ont également concerné la vaccination des animaux (12 000 têtes).
  La leçon apprise de l'initiative est le rôle primordial du partenariat qui optimise l'atteinte des objectifs. Il ressort également que la participation inclusive et la transparence des actions favorisent une meilleure participation des communautés.

- **SE-CNSA Burkina :** « Distribution électronique des intrants et du matériel agricole au Burkina Faso », par **M. NANEMA Léopold**, Secrétaire Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire.
  Cette distribution qui dure depuis 5 ans repose sur un ciblage des bénéficiaires à partir des données du recensement général de la population. Une fois les bénéficiaires identifiés, les avoirs leurs sont communiqués sous-forme de bon électronique par SMS. Avec ce bon, le bénéficiaire se présente chez le distributeur et entre en possession des intrants.
  Le système permet de toucher le maximum de personnes, réduit la manipulation de l'argent et contribue à l'amélioration de la résilience des populations.

- **RBM** : « Projet d'appui à la conception des modèles de Filets Sociaux Adaptés aux Réalités de l'Elevage Pastoral (FISOREP) », par **OUATTARA Check Ibrahima**
  Le projet visait à accroitre la résilience des pasteurs et agropasteurs de quatre (04) sous espaces à savoir le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal. De manière spécifique, il devait permettre de sécuriser les moyens d'existence des ménages vulnérables. La cible était constituée de 1900 ménages des zones transfrontalières. Avec la méthodologie de ciblage déployée (base de données), des appuis divers ont été déployés au bénéfice des vulnérables : vivres, aliments bétail, formations sur les AGR, assurance bétail...La principale leçon apprise de la mise en œuvre du projet est que pour un meilleur ciblage des personnes vulnérables, l'implication des communautés est nécessaire. Il ressort également la nécessité d'adapter les outils de filets sociaux aux périodes de soudure pastorale.

32. Le panel qui a fait suite aux présentations a enregistré trois interventions :

- **Mme DAMIBA Marie Claire du** Programme de Filets sociaux « Burkin Nong Saya »
  Dans le cadre du projet sont développées des actions/mesures d'accompagnement pour la production. L'intervention en milieu rural sur le période 2018-2020 a été faite sur la base d'une étude qualitative qui a fait ressortir les contraintes et défini le paquet de mesures productives à déployer. Les principales actions ont concerné l'organisation des femmes en associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), le coaching, la sensibilisation sur les normes sociales, la formation GERME (plans d'affaires simplifiés), la facilitation de l'accès aux intrants.

- **M. APERA Iorwa du Bureau de coordination des programmes de filets sociaux de sécurité (Nigéria).**
  Il a expliqué que dans son pays, le Nigéria, un registre de réponse rapide et un mécanisme scientifique de ciblage a été mis en place pour atteindre 25 millions de bénéficiaires des filets sociaux pour le renforcement de la résilience des ménages vulnérables. Il recommande, en ce qui concerne le ciblage des couches pauvres un alignement des projets mis en œuvre par les partenaires sur les programmes nationaux, la conduite des projets et programmes selon des preuves scientifiques (bases de données/ registres

unifiés des personnes vulnérables). Il précise en outre que les interventions doivent travailler à intégrer les bases de données nationales pour une coordination des actions.

33. Sur la question de la prise en compte du genre, un panel sur la thématique **« Améliorer la prise en compte du genre dans les programmes de filets sociaux »** a permis de partager les expériences sur le sujet.

Le panel a été modérée par Dr **KEN UKAOHA** et a enregistré quatre interventions.

- **Mme. KAFUI ADJAMAGBO-JOHNSON, Coordonnatrice de WILDAF bureau Afrique de l'Ouest.**

  Dans son intervention, elle a rappelé la nécessité de la prise en compte du genre dans les PFSS du fait de nombreuses inégalités dans la société. Aussi, elle a mis l'accent sur l'importance de la mise en place des mécanismes pour s'assurer que les femmes bénéficient effectivement des appuis. Dans cette optique, l'intégration de l'égalité Homme-Femme doit être un principe de base des programmes de FSS. De manière plus général, des conditions pour un meilleur équilibre des pouvoirs entre l'homme et la femme doivent être définis (accès au foncier, etc.). Une meilleure répartition des tâches permettrait également aux femmes de mieux tirer profit des appuis. Elle insiste sur le fait que les mécanismes de filets sociaux mis en place doivent permettre d'éviter que les transferts monétaires ne soient récupérés par les hommes. Pour finir, elle recommande que la 2ème phase du programme régional prenne en compte le genre comme conditionnalité et qu'un tutoriel décrivant les modalités d'accès aux financements par les femmes soit élaboré pour accompagner les porteurs de projets.

- **FAO : Mme Sara Abdoulayi est un agent de protection sociale au bureau régional de la FAO pour l'Afrique.**

  Dans son intervention, le panéliste a rappelé l'importance de la prise en compte du genre dans les programmes de filets sociaux, surtout dans le secteur rural qui occupe 82% de la population en Afrique. Il a également rappelé et attiré l'attention sur les éléments suivants :

  - la plupart des femmes rurales n'ont pas de protection sociale en raison notamment des charges de travail qui les empêchent de mener des activités productives ;
  - les différentes barrières font que les femmes ne peuvent pas participer de façon égale en matière de PS ;
  - les statistiques révèlent que seulement 17,4% d'entre elles sont couvertes par un produit de protection sociale.

  Pour y remédier, et pour une équité de genre, l'intervenant propose qu'il y est davantage de sensibilisation et une prise en compte accrue du genre dans les distributions monétaires et les autres prestations de la PS.

  Également dans les aspects comme l'évaluation et la prévisibilité des transferts, l'appréciation des difficultés de participation, la constitution des dossiers, le genre doit

transparaître. Pour terminer, elle recommande un suivi-évaluation sensible au genre et une autonomisation des femmes pour favoriser la prise de décision.

- **Paul BAKANE,** Chef du département Sécurité alimentaire de l'organisation humanitaire Action contre la faim (ACF) : projet filets sociaux.
  Dans son intervention, il a indiqué que les axes d'intervention de l'ACF en matière de PS sont : les transferts monétaires inconditionnels, la couverture des besoins en biens fondamentaux, la construction des capacités économiques des ménages, les services à la petite enfance, la couverture universelle de santé.
  Il a surtout mentionné l'importance de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes, de l'enfant et des personnes handicapées et d'impliquer plus les femmes aux instances décisionnelles et à les mandater à recevoir le cash pour le compte des ménages.

- **Mme KHADY FALL TALL, Présidente de l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO-WAWA)**
  Dans son intervention elle est revenue notamment sur l'impérieuse nécessité de renforcer les capacités des femmes dans les activités post-récolte notamment la transformation qui constitue l'une des options fondamentales pour leur autonomisation.
  Elle a cité l'exemple du centre de formation de 3000 mètres carrés (Gorom) mis en place au profit des femmes où elles transforment 21 produits.
  Elle plaide pour le soutien à la transformation locale des produits par les femmes et à leur équipement en matériel adéquat.

34. A l'issue des échanges, le séminaire recommande :

1. la mise en place d'outils pour garantir la transparence des opérations de transferts monétaires et renforcer la confiance des ménages ;
2. l'adaptation des mécanismes de transferts aux évolutions technologiques ;
3. la conception et la gestion intégrée des programmes de transferts monétaires d'urgence avec les programmes de filets sociaux et de sécurité alimentaire ;
4. le développement de Filets sociaux réactives ou adaptatives ;
5. le renforcement du partenariat avec une prise en compte de la question de la coordination avec les agences et structures nationales chargées des filets sociaux depuis la base ;
6. le développement d'actions d'inclusion socioéconomiques des ménages ;
7. la prise de mesures pour éviter que les approches de FSS développées ne soient générateurs d'inégalités et d'injustice au sein des communautés ;
8. Diligences afin d'éviter que les PFSS ne soient des facteurs de destruction des moyens locaux de résilience ;
9. l'amélioration de l'intégration de l'égalité H/F dans les Programmes de FSS ;
10. la mise en place des conditions pour s'assurer que les femmes bénéficient effectivement des appuis- meilleur équilibre des rapports de pouvoirs ente H/F ;

11. la promotion de l'accès au foncier par les femmes ;
12. la prise en compte dans la 2ème phase du genre accompagné d'un tutoriel pour accompagner les porteurs de projet ;
13. la prise en compte systématique des personnes vivant avec un handicap dans les programmes de filets sociaux ;
14. la promotion et le soutien à la transformation locale des produits par les femmes / réservation de parts de marché à la composante genre ;
15. la mise à la disposition des femmes d'équipements de transformation pour réduire la pénibilité du travail;
16. le renforcement des capacités pour l'autonomisation des femmes ;
17. s'assurer que les critères et conditionnalités ne soient pas des facteurs d'exclusion des femmes.

35. **V.4. « Développement et expérimentation de méthodes de ciblage » ;**

36. La session a été modérée par **M. GANEMTORE, Secrétaire Permanent du conseil national pour la protection sociale.** Elle a enregistré les interventions de trois panélistes.

- **M. Phillipe Leite,** Economiste principal en protection sociale, Unité Asie du Sud-Est, Banque Mondiale.
  L'intervenant a indiqué qu'au niveau de la Banque Mondiale, un processus de revue des méthodes de ciblage est en cours. Il préconise de s'intéresser au mode opératoire des actions avant de parler des méthodes de ciblage. Selon lui, c'est le mode opératoire qui permettra de définir les critères d'éligibilité et de définir le processus qui conduira à utiliser ces critères pour identifier les bénéficiaires.
  Le défi à relever serait alors de combiner diverses méthodes et processus depuis l'identification des populations jusqu'à l'évaluation de leurs conditions de vie. Cela est d'autant nécessaire qu'il faille éviter les erreurs d'exclusions et d'inclusion.

- **Me TOGBE Akouavi Angèle, Projet d'Appui aux Communes et Communautés pour l'Expansion des Services Sociaux (ACCESS) – Bénin.**
  Suivant son intervention, l'on retient que c'est un projet pilote de FSS qui a été mis en œuvre sur la période 2015-2017 et qui a effectué des transferts monétaires aux bénéficiaires. Sur la base d'un ciblage géographique couplé à l'incidence de la pauvreté, une hiérarchisation des groupes a été faite. Un ciblage communautaire avec l'appui d'un comité d'identification a permis en fin de compte d'identifier les pauvres extrêmes et les pauvres non extrêmes. Ensuite un croisement avec les listes des services sociaux a permis de réaliser une enquête PMT.
  Pour l'intervenant, un meilleur ciblage requiert une harmonisation des méthodes d'identification des personnes cibles et un croisement des données pour aboutir à une

liste commune validée par tous les acteurs impliqués. Elle conclut qu'un bon ciblage garantit l'atteinte des objectifs.

- **M.KABORE Mahamadou,** Responsable de la collecte et de l'analyse des données au Projet de filets sociaux « Burkin-Nong-Saya» - Burkina Faso
  Le projet a procédé à des transferts monétaires classiques sur la base d'un ciblage géographique (incidence de la pauvreté, présence de personnes déplacées internes) qui a été complété par une enquête PMT. Des proxys ont été déterminés et combinés à d'autres critères catégoriels qui ont permis d'identifier les bénéficiaires. Cette identification a été validée par les communautés et couronnée par la délivrance de carnets aux personnes ciblées.

37. **Les échanges sur la question du ciblage ont permis de retenir qu'il n'y a de meilleures approches en matière de ciblage et que celui-ci doit pouvoir s'adapter aux interventions en combinant plusieurs méthodes pour mieux toucher les personnes/ménages visés. Pour un passage à l'échelle, il est indiqué de procéder par des approches pilotes à petite échelle pour pouvoir montrer aux acteurs politiques les résultats et encourager les gouvernants à accompagner une plus large couverture des actions. Il est également important de travailler à éviter l'influence des politiques dans le ciblage et l'identification des bénéficiaires des PFSS et favoriser le ciblage à la base par les communautés. En cas de choc, il est important de mettre ponctuellement en œuvre des opérations spécifiques de ciblage pour répondre à la fragilité concernée.**
    En définitive, il est établi qu'avec les projets mis en œuvre dans le cadre de la phase 1 du programme régional, une dynamique de construction de la connaissance a été effectuée pour une mise à l'échelle des bonnes pratiques en matière de ciblage.

38. A l'issue des échanges, le séminaire recommande :

1. la combinaison de diverses méthodes (situation du pays et disponibilité des données) pour minimiser les biais de ciblage ;
2. l'harmonisation des approches pour faciliter la mise en place de registres sociaux uniques (RSU)
3. la conduite d'évaluations continues de programmes de FSS pour documenter les impacts des interventions en vue de susciter leur mise à l'échelle ;
4. l'élaboration d'un guide des bonnes pratiques en matière de Filets sociaux ;
5. Encadrer par une loi la constitution des RSU accessibles à tous les acteurs.

39. **V.4. Perspectives pour la phase 2 du projet de filets sociaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest**

40. La session qui a été modérée par **M. BILGO Ablassé**, Chef de la Division des opérations techniques de l'ARAA , a été marquée par deux temps forts à savoir la présentation de l'esquisse de la phase 2 du programme Régional d'Appui aux filets nationaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et les échanges sur la présentation de six (6) programmes nationaux de filets sociaux de sécurité mis en œuvre en Afrique de l'Ouest.

Présentation de l'esquisse de la phase 2 du Projet d'appui à la politique agricole régionale (ECOWAP/PDDAA) sur les filets sociaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest. Il ressort de cette présentation faite par **M. KONLANI Kanfitin**, Chargé de Programme sécurité alimentaire de l'ARAA que la phase 2 du projet envisagée tire ses justifications d'analyses préalables qui ont permis de cadrer les options retenues pour la seconde phase. Partant de l'évaluation des 19 micro-projets de la phase 1, de la capitalisation des principaux acquis et enseignements, de l'analyse de la valeur ajoutée de l'action régionale, des forces, faiblesses, menaces et opportunités, la deuxième phase du programme est articulée sur trois composantes. Avec un objectif général de réduire **la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et promotion de l'accès durable à l'alimentation dans la zone CEDEAO**, le nouveau programme a pour objectif spécifique de **Contribuer à la mise en œuvre de la politique agricole régional de la CEDEAO (ECOWAP) et à orienter le choix politique dans les pays de la CEDEAO** à travers de la mise en œuvre des actions de filets de sécurité sociaux novatrices, visant au renforcement de la résilience des ménages et des communautés et à générer de connaissances et des évidences sur le meilleur rapport coût-efficacité de la combinaison des transferts sociaux et des méthodes de ciblage.

D'un budget indicatif de **3.970.409 Euros,** il est prévu être cofinancé à hauteur de 60% par l'agence espagnole de coopération, 10% par la CEDEAO et 30% par d'autres bailleurs à rechercher, les résultats ci-après sont attendus de sa mise en œuvre :

(i) les compétences et les capacités techniques et organisationnelles de l'ARAA pour la mise en œuvre de la Politique Agricole Régionale ont été renforcées.

(ii) diverses combinaisons de transferts sociaux et des méthodes de ciblage, visant à accroître la résilience des plus vulnérables, ont été expérimentées et des synergies avec d'autres dispositifs de la CEDEAO ont été créées.

(iii) des évaluations d'impact et des évidences ont été collectées affichant les effets des actions sur la sécurité alimentaire et la nutrition et le rapport coût-efficacité de la combinaison d'instruments de FSS et des méthodes de ciblage.

(iv) les constats sur l'efficacité de la combinaison d'instruments de FSS et des méthodes de ciblage permettant de proposer un programme de formation régional sur le FSS.

Le projet est structuré autour de trois composantes à savoir :

Composante 1. Financement des projets pilotes et/ou modèles d'intervention FSS issus de la capitalisation et de l'optimisation des transferts sociaux.

Cinq (5) modalités ou prototypes d'interventions ont été proposés pour la mise en œuvre de cette composante. Il s'agit : (i) des **transferts d'aliments en nature** (alimentation scolaire) et des actions connexes visant la gouvernance communautaire, (ii) des **transferts de produits enrichis** nutritionnellement en nature et des actions connexes de dépistage et suivi nutritionnel (sensibilisation, formation) ; (iii) des **transferts productifs en espèce et/ou en nature** (actifs et intrants) plus formation technique actions connexes comme la sensibilisation, l'inclusion sociale et financière ; (iv) des **transferts productifs en nature** (kits animaux, aliment bétail) plus la formation technique et les services connexes (vaccination, production et transformation de fourrage, etc) et ciblage communautaire, HEA pastoral et/ou bilan simplifié ; et (v) des **transferts monétaires** (cash for work-HIMO et/ou cash transfert conditionné) création d'emploi, actions d'inclusion financière (AGR, micro-crédit) et d'accès aux ressources naturelles et l'autonomisation des femmes.

C2: Évaluation d'impact à travers la recherche appliquée et l'analyse cout-efficacité des actions, accompagné de la conception d'un programme régionale de formation.

Cette composante se justifie par l'importance que revêtent les évaluations d'impact et la tendance internationale de l'élaboration des politiques qui se fonde sur des preuves ou des évidences. Prévue pour être mise en œuvre par un Consortium recherche (Université, centre de recherche, centre d'études) avec la Division technique de l'ARAA, la mise en œuvre de cette composante devra aboutir aux produits ci-après : Elaboration d'une base de référence ou ligne de base approfondie, Suivi intermédiaire des progrès vers l'impact et recommandations stratégiques, Elaboration d'une évaluation détaillée des résultats et de l'impact.

C3: Proposition d'un mécanisme d'échange et formation régionale, y compris des outils performants de communication

L'objectif de cette composante sera de définir des actions qui se concentrent sur les faiblesses restantes observées, à savoir : renforcer des mécanismes d'échange et de formation à 3 niveaux ; renforcer les mécanismes de partage d'expériences en présence de décideurs et mettre en relation tous les acteurs régionaux dans un forum, en remplacement de la task force issue du PRAFNSS ; mobiliser des nouvelles technologies de la communication pour faciliter les rencontres et dispositifs d'échange et groupes de travail thématiques entre la CEDEAO, les pays et les Organisations de producteurs et de la Société civile ; Renforcer la communication sur des outils et supports modernes ciblant le grand public de la région.

41. Les échanges qui on fait suite à la présentation peuvent être recentrés autour de trois éléments : les besoins d'éclaircissement exprimés par les participants, des suggestions d'actions à prendre en compte dans la finalisation du document de programme et des appréciations sur des aspects spécifiques du programme.

- **Les besoins d'éclaircissement ont porté notamment sur :**

- les raisons du passage de 19 projets de la première phase à 5 pour la seconde ;
- le recours aux consortia pour la mise en œuvre des projets de la deuxième phase ;
- les risques d'exclusion des organisations non suffisamment expérimentées ;

- les synergies et interactions du nouveau programme avec ceux développés par les partenaires BM, PAM
- la prise en compte de la vulnérabilité des femmes et des enfants surtout dans le nouveau contexte de la pandémie à coronavirus ;
- l'ouverture ou non du nouveau programme aux anciens porteurs de projets ;
- la condition de l'accès à certaines zones comme une conditionnalité d'accès au financement du nouveau programme ;
- la zone d'interventions du programme (nouvelles zones ou consolidation des acquis)

➢ **Les suggestions d'actions à intégrer au nouveau projet ont concerné notamment :**
- les aspects d'accès à l'eau, d'hygiène et d'assainissement,
- le renforcement des capacités des petites ONG ;
- l'intégration du thème de l'apprentissage ;
- la prise en compte de l'approche genre comme une condition de durabilité.

➢ **Les appréciations sur des aspects spécifiques du programme ont porté sur :**
- les difficultés de management en consortium ;
- la possibilité de combiner certains domaines pour plus d'efficacité.
- la réduction des ressources du volet recherche pour se focaliser sur les besoins immédiats des populations (atteindre plus de femmes et d'enfants) ;
- viser des consortia au niveau de chaque pays en raison de la Covid-19 qui pourrait constituer un facteur limitant pour la célérité des interventions ;
- l'inadaptation des consortia pour la mise en œuvre d'actions à la base dans le cadre des filets sociaux ;
- la nécessité de prendre en compte les zones difficiles d'accès dans le cadre de la mise en œuvre du nexus humanitaire-développement-paix.

Des éléments d'éclaircissement ont été donnés par la CEDEAO sur les préoccupations exprimées notamment en ce qui concerne le nombre de projets de la seconde phase, la mise à contribution des consortia. Bonne note a également été prise des suggestions pour la finalisation du document de programme.

➢ **Présentation de quelques expériences de programmes nationaux de filets sociaux de sécurité mis en œuvre en Afrique de l'Ouest**

Les programmes présentés étaient les suivants :

➢ **Livelihood Empowerment Against Poverty (LEAP) – Ghana** par RICHARD AZINA NARTEY; LEAP était le programme phare de la stratégie nationale de la protection sociale et a commencé sa mise en œuvre en 2008 avec un projet pilote dans 21 districts couvrant un

total de 1 654 ménages bénéficiaires. Une politique de protection sociale (PS) a été élaborée et approuvée en mai 2015 pour renforcer la mise en œuvre du programme. Actuellement, le projet de loi sur la protection sociale est en cours de préparation pour examen et approbation par le Parlement pour donner un soutien juridique au LEAP et à d'autres interventions de la PS. LEAP est un programme de transfert monétaire au profit des ménages les plus pauvres du Ghana. Les critères d'éligibilité du LEAP prennent en compte le statut de pauvreté du ménage et la présence d'une personne catégoriquement vulnérable dans les ménages (Orphelins et enfants vulnérables, Personnes âgées/personnes âgées (65 ans et plus) sans soutien, personnes gravement malades).
En termes de leçons apprises de sa mise en œuvre on note : Une promulgation de la loi sur la protection sociale (PS) pour soutenir la mise en œuvre du LEAP et d'autres interventions de la PS ; une priorisation du programme par le gouvernement et déblocage régulier des fonds ; une mise à contribution des structures gouvernementales locales existantes pour une mise en œuvre à moindre coût ; un examen régulier du processus pour tenir compte des problèmes émergents.

- **National Social Safety Nets Project (NASSP) – Nigeria, présenté par M. APERA Lorwa**

De son intervention, il ressort que pour mettre en œuvre le programme national de filets sociaux (NASSP), le gouvernement a mis en place une plate-forme de coordination de la mise en œuvre de la protection sociale qui est le Bureau national de coordination des filets de sécurité sociale (NASSCO), relevant du ministère fédéral des Affaires humanitaires. Elle a pour mission la Gestion des catastrophes et du Développement social, la surveillance de toutes les interventions de filets de sécurité sociale au niveau fédéral et des États et la mise en place du registre social des ménages pauvres et vulnérables. Dans le déploiement de ses attributions, elle a pu mettre en place d'un systèmes d'identification complets (registres) ; réaliser des niveaux élevés d'inclusion financière et numérique ; mettre en place des systèmes opérationnels efficaces tout au long de la chaîne de livraison ; engager le politique à fournir des transferts monétaires de masse en réponse à la crise; faciliter l'accès à un financement adéquat ; influencer la législation soutenant l'interopérabilité et le partage de données avec d'autres agences au sein du gouvernement et au-delà ;

- **Programme de filets sociaux de base (FSB) – Togo/ Moulamouwa Kérimou/Novissi**

Il s'agit d'un projet de filets sociaux visant à assurer aux ménages et communautés pauvres ciblés un meilleur accès aux infrastructures socioéconomiques de base et aux filets sociaux. Plus spécifiquement, il devait permettre d'accroître l'accès des enfants des communautés les plus pauvres du Togo à des repas scolaires réguliers, d'améliorer la fréquentation et la rétention dans les écoles des zones ciblées et de fournir des opportunités de génération de revenus aux jeunes pauvres et vulnérables ciblés du Togo.

Les principales leçons apprises de sa mise en œuvre sont : les Filets sociaux comme mesures d'apaisement et de cohésion sociale ; l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes constituent des leviers essentiels de lutte contre la pauvreté ;
la création des AGR à travers des chaînes de valeurs solides et stables permettant aux jeunes engagés de prospérer durablement dans leur affaire ; les cantines scolaires sont une opportunité pour les producteurs et les jeunes porteurs d'AGR ;
les élus locaux constituent un gage de pérennité des filets sociaux ; l'approche de la participation communautaire et l'expérimentation des jardins potagers visent à garantir la durabilité de l'alimentation scolaire au Togo.

- **Programme de filets sociaux Burkin-Nong-Saya - Burkina Faso/ LANKOUANDE Kadidiatou**

Son objectif global est d'accroître l'accès des ménages pauvres et vulnérables aux filets sociaux et établir les fondements d'un système adaptatif de filets sociaux au Burkina Faso. Plus spécifiquement, le projet vise à améliorer les pratiques nutritionnelles des ménages y compris l'allaitement exclusif, améliorer l'utilisation des services de santé de base et maternels, augmenter la consommation des ménages et accroître l'investissement des ménages tout en renforçant leur résilience aux chocs.
Au terme de la mise en œuvre, les leçons suivantes sont tirées : les transferts monétaires couplés à des mesures d'accompagnement sont des investissements sûrs pour la réduction de la pauvreté ; les transferts monétaires électroniques constituent une alternative dans le contexte d'insécurité ; l'implication des acteurs communautaires et leur appropriation du projet est déterminante pour l'atteinte des objectifs des projets de développement ;le respect des principes de transparence dans le ciblage assure une forte adhésion des communautés.

- **Programme national de bourses de sécurité familiale (PNBSF) – Sénégal**

Il visait à contribuer à la lutte contre la vulnérabilité et l'exclusion sociale des familles à travers une protection sociale intégrée visant à renforcer leurs capacités productives et éducatives. Plus spécifiquement sa mise en œuvre devait permettre d'inciter à l'amélioration de l'inscription et du maintien des enfants à l'école, d'inciter les familles à la vaccination des enfants de moins de 5 ans et d'inciter à l'amélioration de l'enregistrement à l'Etat civil des membres des familles bénéficiaires.
Comme leçon apprise de sa mise en œuvre, l'on retient que le cash seul ne suffit pas d'où la nécessité de mettre en œuvre une approche intégrée pour renforcer les actifs productifs et aller vers l'autonomisation des bénéficiaires.

42. Des échanges et interactions qui ont fait suite à ces présentations, l'on retient principalement en termes de leçons apprises que :

- les gouvernements nationaux, dans leur grande majorité, ne ménagent aucun effort pour mobiliser des fonds propres auxquels s'ajoutent ceux des PTF pour lutter contre la pauvreté ;
- les transferts monétaires sont opérés sur la base d'une combinaison efficace de diverses méthodes de ciblage ;
- les transferts monétaires ont permis la création d'emploi et la mise en œuvre d'activités dans le domaine de l'agriculture pour améliorer la sécurité alimentaire des populations ;
- l'instrument Cantine Scolaire a permis d'améliorer le taux de fréquentation scolaire et la santé (stimulé l'envie d'aller à l'école) ;
- l'instrument Food for work a mis à la disposition des bénéficiaires un minimum de ressources financières pour l'amélioration des conditions de vie ;
- la digitalisation des services de protection sociale comporte un risque pour les femmes en termes d'accès.

Les Innovations principales relevées sont :

- la mise en place d'assurance maladie dans certains pays ;
- la généralisation d'un dispositif de mise à l'échelle pour tous les Etats ;
- l'ambition pour tous les pays de mettre en place des registre sociaux uniques pour asseoir une base commune d'intervention de tous les acteurs sur les situations d'urgence qui peuvent survenir (forte dynamique nationale : aspect important à regarder par la CEDEAO pour mieux accompagner);
- l'amorce d'une digitalisation des services de protection sociale ;
- les réflexions en cours pour trouver les formules pour un cadre normatif et institutionnel indiqué pour encadrer la mise en œuvre des programmes de filets sociaux de sécurité.

43. **A l'issue des échanges, il ressort que les participants saluent la première phase du programme et souhaitent voire une continuité de la dynamique enclenchée avec la nouvelle phase. L'important à cette étape n'étant pas les questions liées aux modalités de mise en œuvre qui peuvent être orientées par les réalités de terrain, mais plutôt aux arrangements à opérer pour optimiser l'impact des actions qui sont projetées.**

44. A l'issue des échanges, le séminaire recommande :

1. la prise en compte du volet hygiène et assainissement dans les prototypes de projets ;
2. la prise en compte de la vulnérabilité des femmes et des enfants comme conditions d'accès aux financement ;
3. la nécessité d'établir le lien entre les projets de FSS et les projets de développement ;

4. la prise en compte de l'accès à l'eau ;
5. l'intégration des collectivités territoriales dans les programmes de FSS;
6. la prise en compte de la recherche dans le nouveau projet tout en gardant un budget relativement bas ;
7. Afficher clairement les formations de courtes durées dans la prise en compte de la formation dans le cadre de la phase 2 du projet FSS ;
8. Faire en sorte que la phase 2 s'inscrive dans une approche programme décennale ;
9. la réhabilitation des aptitudes des personnes touchées par la covid-19;
10. l'opérationnalisation du Nexus humanitaire-développement-paix dans le cadre du nouveau programme ;
11. le renforcement des appuis au développement du capital productif et aux AGR pour assurer l'autonomisation des bénéficiaires ;
12. l'élargissement des programmes de filets sociaux de sécurité à des programmes d'inclusion socioéconomique des personnes vulnérables adossés à des agences nationales ;
13. l'engagement des Etats à s'investir davantage dans la mobilisation de ressources propres ;
14. l'engagement des parties prenantes dans la lutte contre les abus et l'exploitation des bénéficiaires dans la mise en œuvre des PFSS (à travers l'adoption de chartes de bonne conduite et la mise en place de mécanismes de plaintes);
15. la réalisation d'études au niveau des pays pour dresser l'état des lieux du financement des filets sociaux de sécurité ;
16. la généralisation de la mise en place des registres sociaux uniques ;
17. la mise en place de mécanismes d'audit des registres sociaux;
18. la mise en place et le renforcement des cadres de concertation pour relever les défis liés la coordination des interventions;
19. Elargissement des programmes de FSS à des programmes d'inclusion socioéconomique à piloter par les agences nationales (nécessité de créer des agences nationales de gestion des programmes FSS)
20. un soutien massif aux efforts de digitalisation des services de protection sociale ;
21. la numérisation et le partage des registres à tous les acteurs des PFSS;
22. le développement d'actions spécifiques au bénéfice des femmes pour minimiser le risque lié à la fracture numérique.

45. **De la cérémonie de clôture**

46. **La cérémonie de clôture a été ponctuée par les actes ci-après :**

- **La lecture des principales recommandations du séminaire par le rapporteur Général ;**
- **Le mot de remerciement des participants au Pays hôte livré par Mme KHADY FALL TALL, Présidente de l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO-WAWA)**
- **Le mot de remerciements des participants aux organisateurs du séminaire livré par M. RICHARD AZINA NARTEY**
- **Le mot du Directeur exécutif de l'ARAA ;**
- **Le mot de clôture du représentant du Ministre en charge de l'Agriculture livré par Dr NANEMA Léopold, Secrétaire exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire (SE/CNSA) du Burkina Faso.**

47. En conclusion, les messages clefs essentiels délivrés sont les suivants : (i) les programmes de filets sociaux de sécurité sociale sont des instruments efficaces pour une meilleure redistribution des richesses et gages de justice sociale et d'équité. Pour cette raison, les Etats doivent s'approprier les programmes de FSS et engager de manière plus substantielle les

ressources nationales pour poursuivre les dynamiques déjà enclenchées et leur mise à l'échelle. (ii) Face aux enjeux sécuritaires, variabilités climatiques, effets anthropiques, il est nécessaire de mettre en œuvre des initiatives intégrées s'appuyant sur les acteurs locaux pour reconstruire les capacités de résilience des populations (ii) l'engagement des humanitaires à s'aligner sur les initiatives régionales pour assurer la cohérence et la complémentarité avec les programmes de filets sociaux; (iii) la prise en compte des dynamiques locales pour accompagner le renforcement des capacités des femmes pour la transformation locale des produits (iv) le renforcement de la concertation entre les acteurs pour plus de cohérence et d'impacts des actions, (v) la mise en place des conditions pour éviter que les programmes de filets sociaux de sécurité ne détruisent les dynamiques endogènes de résilience.

48. **La conférence rappelle le rôle stratégique de la CEDEAO dans la coordination et l'alignement des interventions des différents acteurs dans la région. Pour ce faire, elle recommande fortement le renforcement des capacités de coordination et de leadership de la CEDEAO en vue de construire une synergie dans la diversité des initiatives et actions des différents acteurs des systèmes de stockage et de protection sociale afin d'avancer vers une meilleure harmonisation, articulation et cohérence des interventions y compris les actions humanitaires.**

Fait à Ouagadougou, le 23 novembre 2021

Sékou SANGARE

Commissaire Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO

Le Président

Liste des participants

N°	Prénoms	Noms	Email	Organisation	Fonctions	Pays/Region
1	Ousséni	SIENOU	sienou123@gmail.com	What You Need	Chargé d'Agroécologie	Burkina Faso
2	OURO	Bossi	bossi.ouro@yahoo.fr	AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE	Assist régional en filets sociaux	Togo
3	Oscar	KINDEMIN	kin2oscar013@yahoo.fr	Institut de Recherche sur le Coton	Assistant de Recherche	Benin
4	Tabdoulaye	OUEDRAOGO	ted.abdoul@gmail.com	HELVETAS BURKINA	Assistant Technique	Burkina Faso
5	Balamoussa	SANTARA	santaramoussa13@gmail.com	Université Ouagadougou	Étudiant	Burkina Faso
6	MOHAMED	KABBA	lanskay10@gmail.com	AWOKO NEWSPAPER	Journalist	Sierra Leone
7	Mouhamadou	NDIAYE	dionkndiaye@gmail.com	RESIMAO	Coordonnateur	Sénégal
8	Ziad	Hamoui	Ziad@Hamoui.com	Borderless Alliance	National President - Ghana	Ghana
9	Mariette	KANGUEMBEGA	mariettealima@gmail.com	SOS Villages d'Enfants	Coordinatrice Locale ARPEJ	Burkina Faso
10	Kodjo Sivah	AGBONON	aksve@yahoo.fr	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	Directeur Général	Togo
11	Diara	Coulibaly	coulibalydiara@yahoo.com	ARAA	Stagiaire professionnel	Togo
12	La	flore audio	psadjo2@yahoo.co.uk	audio	sono	Togo
13	Euloge Ahmed	SARE	sealo72@hotmail.com	SIAN'SON-ONG	Responsable Suivi Évaluation	Benin
14	Sophie	Battas	battas.sophie@gmail.com	OPM	Independant Consultant	United States

15	Awa	Diallo	maguettethorpe@gmail.com	Intrahealth	Chargée de l'administration et Finances	Sénégal
16	Mulualem Yakob	Ayalew	neggamule@gmail.com	Independent consultant (social protection)	Social protection specialist	Ethiopia
17	Christiani	Buani	PIERRE.TAHE@WFP.ORG	CERFAM / WFP	Programme Policy Officer	Côte d'Ivoire
18	B'Do Baghanya	GNOFAM	aristide.gnofam@yahoo.fr	CNDS+	Nutritionniste	Mali
19	FOUAD	MOHAMMED	mfouad@ecowas.int	ECOWAS REGIONAL ANIMAL HEALTH CENTER	P.O. VETERINARY GOVERNANCE	Mali
20	Ablassé	BILGO	abilgo@araa.org	ARAA	Chef DOT	Togo
21	Charles	Adiko	charlesadiko32@gmail.com	(AJEDAPF-ONG)	Président	Benin
22	Abdou	FALL	tonsabdoufall@gmail.com	IED-Afrique	Consultant	Mali
23	Yawavi Bouty	ABALO épouse AGBOKA	leoca_abalo@yahoo.fr	Global Lead	Consultante	Togo
24	Harouna	Ouédraogo	ouedharou@yahoo.fr	Wascal	PhD student	Burkina Faso
25	Abdul Razak	Osman	razak@songtaba.org	Songtaba	Visibility Officer	Ghana
26	Gervais	Muderhwa	muderhwa.nshombo@gmail.com	MKAAJI MPYA asbl	Chargé des projets	Congo
27	Zazouli Dan Tata	Mahamadou Siradja	m.zazoulidantata@ifad.org	FIDA	Consultant en appui aux Programmes Pays du FIDA au Togo et au Bénin	Togo
28	Ismael Ardho	Boly	bolyismael@hotmail.com	Oxfam	FSVL	Burkina Faso
29	Sambigou	Nanika	psknanika@gmail.com	Fédération des entreprises du tourisme et de l'hôtellerie	Président	Togo
30	Imelda	Agondanou	Imelda.agondanou@gmail.com	Roppa	Chargée de programme	Burkina Faso

31	Adriano	Palma	adriano.palma@cerai.org	CERAI	Coordenador em Cabo Verde	Cabo Verde
32	Ousseynou	Diop	ousseydiop@hotmzil.com	DGPSN	Directeur RNU	Sénégal
33	Assane	DIALLO	ollaidafsa@gmail.com	Terre des Hommes	Coordonnateur Adjoint	Burkina Faso
34	Pierre	Haas	pierre.haas.ecowas@gmail.com	ECOWAS COMMISSION	Technical Advisor	Nigeria
35	Issoufou Diori AbdoulNassirou	Diori	nassiroudiori@gmail.com	CARE International	Chargé technique des opérations	Niger
36	Mesa	KONDO	mesachretien12@gmail.com	GRED	Chargé de Suivi et Evaluation	Togo
37	Boun	Chamreun	boun.cambodia@gret.org	Gret Cambodia	Nutritioniest	Cambodia
38	Halimatou	Zibo ousseini	Halimatou.z@yahoo.com	Chercheur d'emploi	Ingénieur écologue	France
39	Moussa	YACOUBOU INOUSSA	yacouboumoussa50@gmail.com	GRAPES ONG	Chef Projet du secteur malnutrition	Benin
40	Kodjovi Holali	AYASSOU	ayassouhola@gmail.com	Anadeb	Coordonnateur régional	Togo
41	Mawuli Komi	AMEGADJE	mawulidesire@gmail.com	Global Lead	Directeur Général	Togo
42	Silvia	Coni	sconi@worldbank.org	IBRD	Senior Social Protection Specialist	Mali
43	Samuel	Afrane	samuel.afrane@thp.org	The Hunger Project	Country Director	Ghana
44	Amadou	Garé	garbamadou68@gmail.com	La Nation	Redacteur en Chef	Niger
45	Folusho	Dibor	folusho.dibor@gmail.com	Food and strategic reserve department federal ministry of agriculture	Senior agriculture officer	Nigeria
46	Felix Asingbi	Asingbi	easingbi@gmail.com	Bayelsa State Operations Coordinating Unit- NASSP	State Coordinator	Nigeria
47	Adolphe	SAMA	adolphe.sama@vsf-suisse.org	Vétérinaires Sans Frontières Suisse	Chargé Suivi Evaluation	Togo

48	Martial	LANKOANDE	regismartial3@gmail.com	Consultant	Ingénieur eau, assainissement et aménagement hydro-agricoles	Burkina Faso
49	Christian	Ouedraogo	ouedrock@gmail.com	Institut de Recherche en Sciences de la Santé	Ingénieur de recherche	Burkina Faso
50	Malamine	OUATTARA	siadiama_86@yahoo.fr	DIG	Directeur de Programme	Sénégal
51	Agnès	Ndiaye	agnesndiaye.faye@wfp.org	World food programme	Programme Policy Officer- School Feeding	Sénégal
52	Sokhna	GUISSE	sokhnaguisse@secnsa.sn	SECNSA	Chargée de la Concertation sur la Sécurité Alimentaire	France
53	HOUETCHEKPO	LEGBAGAH	senafrik@live.fr	DPP/MAEP	Chef Cellule Genre et Environnement	Benin
54	Idrissa	KABORE	idrikabore@gmail.com	IRD	Nutritionniste	Burkina Faso
55	Louis	TINDAME	louistindame@gmail.com	ANADEB	Financier	Togo
56	Zakou Djibo	Ali	waddou77@gmail.com	DS-MAGEL	Gestionnaire Base de données SIM Bétail Niger	Niger
57	Illiassou	Ibrahim	illiasouissa90@gmail.com	AGRONOME	Technicien de recherche	Niger
58	Delphin	DENYIGBA	delphindegnigba@gmail.com	Agence national d'appui au développement à la base	Assistant régional filets sociaux	Togo
59	Paul	Quarles van Ufford	pqvanufford@unicef.org	UNICEF Bureau Régional Afrique de l'Ouest et du Centre	Conseiller Régional Politiques Sociales	Sénégal
60	Ousmane	sylla	kissimasylla2006@yahoo.fr	Gouvernement	Chef de division Analyse et Politiques Agricoles	Sénégal

61	Salif	Ouédraogo	salfoued05@yahoo.fr	Chambre d'Agriculture	Chef de service promotion des filières	Burkina Faso
62	Seynabou	NDIAYE	neysaboundao@gmail.com	Privé	Assistant technique	Sénégal
63	AWO	JEAN-MARIE	awofils@gmail.com	Université de parakou	Doctorant	Benin
64	Justine	Oursaire	j.oursaire@ifad.org	Ifad	intern	France
65	Babou	SOGUE	babousogue@gmail.com	CEDEAO	Agroéconomiste	Nigeria
66	Jean	KOUROUMA	kjeanmoussa@gmail.com	Copperbelt University	Agrometeorologist	Zambia
67	KOKOU ENYE	TAY	enyetay@yahoo.fr	ONG GRED	CORDINATEUR	Togo
68	SAMAKE		asamake490@gmail.com	Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture	Chef de Division Planification,Statistiques et Suivi-évaluation	Mali
69	Yao Désiré	Kouakou	kouayade@yahoo.fr	AGED	Chargé du Suivi Évaluation	Burkina Faso
70	Ouedraogo	Zakaria	ouedraogozakaria382@yahoo.fr	SOS SAHEL INTERNATIONAL BURKINA FASO	Chargé d'Appui Technique	Burkina Faso
71	Lamnatu	Adam	lamnatu@songtaba.org	Songtaba	Executive Director	Ghana
72	Koffi Emmanuel	GLE	emmanuelgle@gmail.com	ARAA- CEDEAO	P.O Réserve Management	Togo
73	Amonao	KORSSESSO	adolphekorssesso@gmail.com	ANADEB	Spécialiste en infrastructures et passation des marchés	Togo
74	WILFRIED	CHIGBLO	wilfried.chigblo@wfp.org	WFP	M&E OFFICER	Benin
75	Julian	Koschorke	jkoschorke@worldbank.org	World Bank	Social Protection Specialist	Germany
76	Moutari	Kabirou	moutarikabirou@yahoo.fr	Actions en Faveur des Vulnérables (AFV)	Assistant Technique ONG AFV	Niger
77	Septime	HOUSSOU-GOE	hseptime@gmail.com	Araa	Analyste SAN	Togo
78	Corinna	Kreidler	corinna.kreidler@gmail.com	independant	consultante	Germany
79	Abdoul rachid	Dianda	rachiddianda@gmail.com	Universal and cultural trust international	Chargé des affaires étrangères	Côte d'Ivoire

80	Ousmane	OUEDRAOGO	o.draogo@gmail.com	IFDC	MEL expert	Benin
81	Houlahoé Ayaba Pacôme	AYI	agroecopacomeayi@gmail.com	ONG GRED	Stagiaire animateur	Togo
82	ALAO	Brandao Hyacinthe	alaobrandaohyacinthe@gmail.com	ANADEB	Directeur des opérations	Togo
83	Rasaq	Oyeleke	royeleke@yahoo.com	Federal Ministry of Agriculture and Rural Development	Head, Nutrition and Food Safety Division	Nigeria
84	Babatounde Euloge	OLOU	info@oloustream.com	OLOUSTRREAM	DG	Burkina Faso
85	Comlan Dagbégnon	TOSSOUGBO HINSON	alexisdag@yahoo.fr	Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche	Chef Service Qualité Nutritionnelle et Technologie Alimentaire	Benin
86	Maty	BA DIAO	ba.diao.m@gmail.com	Indépendant	Expert Sécurité alimentaire	Sénégal
87	Sekou	Camara	louaapoline@gmail.com	RADIG	Superviseur	Guinée
88	Abdoulaye	Hamidou	Abdoulaye.Hamidou@calpnetwork.org	CaLP	Deputy Regional representative for CALP in West and Central Africa	Sénégal
89	Borgui	YERIMA	byerima@araa.org	ARAA	Coordonnateur	Togo
90	Christel	KENOU	christel.kenou@expertisefrance.fr	Expertise France	Chargé de communication	Togo
91	Sadja	LAMBONI	Sadja.Lamboni@fao.org	FAO	Assistant au Programme/Sécurité alimentaire et nutrition	Togo

92	Drissa	ZERBO	zerbodrissa@yahoo.fr	Direction régionale de l'agriculture des Hauts Bassins	Conseiller d'agriculture	Burkina Faso
93	Sékou	DIAWARA	diawarasekou9@gmail.com	IRAG	Chargé de Suivi et Evaluation	Guinea
94	Anani Kwami	GALLEY	galleyana@yahoo.fr	lalettreagricole.info	Administrateur principal	Togo
95	Abdoul Moumouni Mahamadou	Mahamadou Abazou	abdoulmoumounim@gmail.com	ONG CDR	Coordonnateur des projets	Niger
96	JEAN EUDES	BEUGRE	njbeugre@gmail.com	Université nangui abrogoua	Doctorant	Côte d'Ivoire
97	SAWADOGO	Eric René	ericsawadogo@apesibf.org	APESI BURKINA	Directeur	Burkina Faso
98	Charles Dieudonné Pabébéyam Pavigssirima	Ouédraogo	charlesouedraogo40@yahoo.fr	Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire (SE-CNSA)	Chargé de communication	Burkina Faso
99	Soumaïla	Sanou	sanou_toggo@yahoo.fr	ROAC	Président	Gambia
100	Porgnogo Céline	DAO	porgnogoceline@gmail.com	ONG ARFA	Chef de projet	Burkina Faso
101	Niankoye	BREHEMOU	brehemou77@gmail.com	Réseau d'Animateurs pour le Développement Intégré en Guinée (RADIG)	Coordinateur des Programmes et Assistant Suivi-évaluation projet PACBAO 15 / Guinée	Guinée
102	Martin	ADANDOGOU	esdyao@gmail.com	SEEDHAF	Chargé de programme	Burkina Faso
103	Kado Alphonse	SIMBA	asimba@araa.org	ARAA	Assistant Technique Formation au PAE	Togo
104	Babou Florentin	BAMA	bamaflorentin@gmail.com	EFC SOM	Consultant	Burkina Faso
105	Bawanam Barnabé	KAO ABALO	kaobab@outlook.fr	ONG union progrès	Chargé de programme	Benin

106	Eunice Helena Mendes Landim	Eunice	aeunicelandim@gmail.com	Santo Amaro - Associação de Desenvolvimento Comunitário	Presidente	Cabo Verde
107	KONATE	Bakary	bakary7209@gmail.com	MAAHM	SRESS	Burkina Faso
108	Abdoul	DIOP	abdoulwahab.afaowawa@gmail.com	Association des Femmes de l'Afrique e l'Ouest (AFAO/WAWA)	Chargé programme	Sénégal
109	Timothy	DUUT	falatongduut@yahoo.fr	Ghana Health Service	Nutritionist	Ghana
110	Sanne	Holtslag	sanne.holtslag@wfp.org	wfp	ASP manager	Sénégal
111	user		fanam.lare@gmail.com	MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'ELEVAGE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	Chef section Planification suivi évaluation par intérim (Direction Régionale des Savanes)	Togo
112	Abdoul	Zongo	salam.zongo@tdh.ch	Terre des hommes	Responsable communication et Plaidoyer	Burkina Faso
113	Thiedo	BALDE	aigle.association@gmail.com	AIGLE Association	Secrétaire Exécutif	Sénégal
114	ADOLPHE	LOUKOU	loukousonade@yahoo.fr	UGP FILETS SOCIAUX	ASI	Côte d'Ivoire
115	Richard	Nartey	richazinart@yahoo.co.uk	Ministry of Gender Children and Social Protection	Head of Payment, LEAP Programme	Ghana
116	TRAORE	Sy Alain	atraore@ecowas.int	ECOWAS	Director	Nigeria
117	Abdoul Yazid	TCHANI B.	bigmantbay@gmail.com	Jura-Afrique Bénin	Assistant de Projet	Benin
118	Thomas	Conan	thomas.conan@wfp.org	WFP	Sn Regional Program Advisor	Sénégal
119	Mawuko Komla	AMEGADJE	globaleadsa@gmail.com	GLOBAL LEAD SA	Chargé de Projets	Togo
120	Nanema	Leopold	leonanema@yahoo.fr	SE CNSA	Secretaire Exécutif	France
121	ZACHARIE	SEGDA	segdazacharie@gmail.com	Bureau d'études "AgroEcoSystem"	Consultant Agriculture durable	Burkina Faso

122	Raoul	KOUAME	raoulkouame@gmail.com	ECOWAS	Programme Officer, Climate Change	Nigeria
123	carla	janeiro	sul@adpm.pt	ADPM	coordenadora projeto sistemas agroflorestais	Portugal
124	ZATO	Massahoudou	mass.zato36@gmail.com	Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB)	Spécialiste formateur en gestion à la Base (FGB)	Togo
125	Mahugnon Dieu-Donné Luc	DOSSOU KOKO	dossou4luc@gmail.com	INRAB/BENIN	Stagiaire	Benin
126	Abdou-Ganirou	BARRY	guenirou@gmail.com	Étudiant	Stagiaire	Burkina Faso
127	Lenira	Monteiro	lenira.monteiro@ficase.gov.cv	Fundação Caboverdiana de Ação Social Escolar	Nutricionista	Cabo Verde
128	Akoua	FANTCHAO	oripharm.sarl@gmail.com	ORIPHARM SARL	Directrice	Togo
129	QUENU COMLA		quenutony@gmail.com	GRED ONG	Animateur de Programme	Togo
130	Olga	Bilgo	bilgoolga@yahoo.fr	Privé	Association	Burkina Faso
131	Isabelle	Dabiré	warvarp@gmail.com	INERA	chargée de recherche	Burkina Faso
132	Malick Ben Idriss	LOMPO	mlompo@araa.org	ARAA/CEDEAO	Responsable Cellule Info-Stocks	Togo
133	Henrique	Fernandes	henrique.fernandes@gov.cv	Fundação Caboverdiana de Ação Social Escolar	Diretor do Programa Nacional de Alimentação e Saúde Escolar	Cabo Verde
134	Bruno	Magalhaes	bruno.magalhaes@wfp.org	WFP	Programme Officer	Sénégal
135	Ana	Ocampo	ana.ocampo@wfp.org	WFP	Social Protection Advisor	Sénégal

136	Zakari	Hamadou Idrissa	zakarihamadouidrissa@gmail.com	Réseau des Chambres d'Agriculture (RECA) du Niger	Assistant Technique National	Niger
137	finix HOT 8 Lite		sanonyacouba@yahoo.fr	COFENABVI	Consultant	Burkina Faso
138	Mamadou	KEITA	madkeyita@gmail.com	ACIDEF	Président	Mali
139	Seydou	SANGARE	seydou.sangare@conemund.org	Conemund	Chargé des projets	Mali
140	FATOUMATA KOUNADY	BARRY	fatkounady@gmail.com	DICTAF-CORPORATION	ASSISTANTE AGRONOME	Guinea
141	Salifou	GANAME	gsalifou@yahoo.fr	Premature	Secretariat permanent de l'Initiative présidentielle	Burkina Faso
142	Nestor	HOUNAKEY	hounakeynestor@yahoo.fr	ONG GRED	Chargé de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle	Togo
143	Lamine	DEMBELE	lam85ld@gmail.com	CORDAID	CHARGE DE PROJET	Mali
144	Paul KOUROUMA	KOUROUMA	pkourouma@gmail.com	ONG RADIG	Président de RADIG Guinée	Guinea
145	Mahamat Nour	Abdallah	mhtnoorabd@gmail.com	AEN	Chef de projet	Chad
146	Amadou Tidiane	DIALLO	amadoutidiane.diallo@wfp.org	WFP	RAM Assistant	Guinea
147	Alfa	Jaló	alfamajal@gmail.com	Projeto de Redes Sociais e Serviços de Base	Coordenador	Guinea-Bissau
148	Anani Emile	AGBOVI	agbovianani2@gmail.com	AOCTAH/WACTAF	Responsable Administratif	Togo
149	Ismaël	NIGNAN	ismael.nignan@wfp.org	World Food Programme	Chargé de Programme SAMS	Senegal

150	Ametepé	KODJO	kodjojules12@gmail.com	ANADEB	Chargé des cantines scolaires	Togo
151	Ibrahima	Deh	ibradeh14@gmail.com	ODZASAM	Ingénieur en environnement et du Développement Durable	Mauritania
152	Gora	MbaE	mbaygora@hotmail.fr	ENDA PRONAT	Chargé de projet	Senegal
153	Mariame	Maiga	m.maiga@coraf.org	CORAF	Conseillère Genre	Senegal
154	Arba	BANDE	bande_arba@yahoo.fr	Ministère de l'Agriculture	Ingenieur socioéconomiste	Burkina Faso
155	Tidiane	Bamadio	tidianebamadio734@gmail.com	Koro-medias	Directeur de publication	Mali
156	Hassane	Bassirou	hassanebassirou@yahoo.fr	WASCAL	Programme officer	Niger
157	Adama	BAMOGO	adamabamogo86@yahoo.fr	Association Burkinabè d'action Communautaire (ABAC)	Chargé agro écologie	Burkina Faso
158	Fatima	Aliyu	fatka2013@gmail.com	Federal Ministry of Agriculture and Rural Development	Deputy Director/ Head Cereals Division	Nigeria
159	liliane	Bigayimpunzi	liliane@gcnf.org	GCNF	Survey Coordinator	Burundi
160	DIAKHABY	Madiba	madibadiakhaby1@gmail.com	ANASA	Chef département	Guinea
161	Benaja Théophile	BILGO	BTBIL@ulaval.ca	Étudiant	Étudiant	Canada
162	Fra	inter	interpfra@gmail.com	PPP	INTERP-FR	Togo
163	Conceição	Melo	saomelo77@hotmail.com	AAN	Seguimento e Avaliação de projeto	Cabo Verde
164	Cheffou	Rachid	rachidcheffou@yahoo.fr	Cliamte and Sustainable Development Action Club (CSDAC)	Assistant	Niger

165	Alpha Fily	CAMARA	alphadounet90@gmail.com	Agence nationale d'inclusion sociale et économique	Assistant communautaire	Guinea
166	Mariama	Turay	mturay2007@yahoo.com	Ministry of Agriculture and Forestry	Head of Gender in Agriculture and Nutrition unit, Social Safety Net Focal	Sierra Leone
167	saikou E.	Sanaynag	saikoue@gmail.com	Department of Agriculture	Director general, Department of Agriculture	null
168	Ana	Narvaez	ana.narvaez@conemund.org	CONEMUND	Déléguée pays	Mali
169	MOUSSA	KANE	cmsi98mali@gmail.com	AICD (Association des Innovateurs pour le Conseil au Développement)	Président	Mali
170	Carine	Somé	csome@araa.org	Araa	Assistante communication	Togo
171	taiye	Iliasu	kwara.socu@nassp.gov.ng	NASSCO	State Coordinator	Nigeria
172	Dr Noah	Alilu	noah.nalilu@gmail.com	Nassco-Socu, kogi state	State SOCU Coordinator	Nigeria
173	Moustapha	DIAO	mdiao@boad.org	BOAD	Responsable de domaine	Niger
174	Ahmed Habib	Kake	ahmedhabibkake@gmail.com	RADIG	Coordinateur	Guinea
175	Ayayivi	SOZOUHOIN	asozouhoin@araa.org	ARAA/CEDEAO	Chargé du projet filets sociaux	Togo
176	Nkoyo Francesca	ECHABOR	fechabor@ecowas.int	ECOWAS	Programme Assistant, Humanitarian Affairs	Nigeria
177	Guinansoa	YARBONDJA	jbyarbondja@gmail.com	MAEDR	Gestionnaire de Projets	Togo
178	Gonzalo	Vega	gonzalo.vega@aecid.es	AECID	Chef département de coopération avec l'	Spain

					Afrique Subsaharienne	
179	Oumar	AW	oumaraw1985@gmail.com	Ensa	Agronomie	Sénégal
180	Papa Mamadou Dit Doudou	SYLLA	syllaguary21@hotmail.fr	Université Cheikh Anta Diop	Chercheur Associé	Sénégal
181	Mahuna Nicanor	SINHOU	mahunanicanor@gmail.com	Université de Parakou (Bénin)	Étudiant	Benin
182	Esso sam	AGRIGNAN	agrignan@expertisefrance.fr	ECOWAS	eXPERT FINANCE CLIMAT	Nigeria
183	Moriba ramos	Camara	difo5ramoss@gmail.com	Ministère de l'agriculture et de l'élevage	Point Focal Resogest	Guinea
184	Hilary	Gbetoenonmon	hiloragbet@gmail.com	Afrique Performance	Assistante de rédaction	Benin
185	Oboubé Blanchard	DJOSSOU	oboube@gmail.com	Radio FM AHEME	Manager web	Benin
186	Zanswat	Bowsan	press@abuja.mfa.gov.il	Embassy of Israel in Nigeria	Press Officer	Nigeria
187	Gaston	Boko	gastonboko@yahoo.fr	GG DD ONG	Membre	Benin
188	Abdouramane	SEYDOU	doulseydou@gmail.com	Chambre Régionale d'Agriculture de Tahoua	Chargé de mission AIC	Niger
189	Bénédicte	ATCHADE	benedictephd@gmail.com	FASEG	Dr	Benin
190	Abdelkerim	HAROUN	haroun.abdelkerim@yahoo.fr	Agence Nationale de Lutte Anticrienne	Chef de Base Principale des Opérations	Chad
191	Ousmane	OUEDRAOGO	o.deaogo@gmail.com	IFDC	MEL expert	Benin
192	Mathias	Ouedraogo	azfermier@gmail.com	Dinamic Az	Gérant	Burkina Faso
193	Umahi	Wilson	dametza@gmail.com	NASSCO	State Coordinator	Nigeria
194	Victoria	Agbai	vickyagbai@gmail.com	(LFEWACCI	Intern	Nigeria
195	Momodou BK	Ceesay	momodoubkceesay@gmail.com	National Disaster Management Agency	regional Disaster Coordinator	Gambia

196	BENJAMIN	DIMONGSO KAFARI	benjaminkafari@gmail.com	AID FOR SOCIO-ECONOMIC AND RURAL DEVELOPMENT (ASERD-GHANA)	EXECUTIVE DIRECTOR	Ghana
197	Benjamin	MIAHE	miaheray@gmail.com	ONG GRED	Animateur de programme	Togo
198	Ahamadou	KOUDOUGOU	ahamadoukoudougou@yahoo.fr	Ministère de l'industrie, du Commerce et de l'artisanat	Conseiller des affaires économiques/service de la prospective et de l'analyse des échanges commerciaux	Burkina Faso
199	alfred	Ebreneyin	ebreneyinalfred@yahoo.com	Delta SOCU	State Coordinator	Nigeria
200	JEAN	TEIXEIRA	patrick.teixeira@wfp.org	WFP - CERFAM	Director a.i.	Côte d'Ivoire
201	Iba	DIOP	idibadiop@gmail.com	Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)	Coordonnateur du Système d'Information sur les Marchés	Senegal
202	Phillippe	Leite	pleite@worldbank.org	World Bank	Sr SP economist	United States
203	Noura	KABORE	nrkabore@gmail.com	Conseil Danois pour les refugiés DRC	Chargé SARE	Burkina Faso
204	Juan	Aja	aja.juan@yahoo.es	Independant	Consultant	Spain
205	Zacharia	Gnankambary	gnank_zach@hotmail.com	INERA	Chercheur	Burkina Faso
206	Kodjo Simon	AKPAGANA	simonakpagana@gmail.com	AGRIDIGITALE	JOURNALISTE	Togo
207	Méchac	AWOKOLOITO	romeoawo@gmail.com	Média Agratime	Redacteur	Benin
208	Ibrahima sory	Sylla	carboneguinee@gmail.com	Carbone Guinée	President	Guinea
209	Younoussa	BAKAYOKO	bakayokoyounoussa@yahoo.fr	Projet Filets Sociaux Productifs	Responsable Communication	Côte d'Ivoire
210	Ousmane	BASSE	basse_ous@yahoo.fr	DGPSN	Directeur stratège	Sénégal
211	KOSSI	MESAN	meskal48@hotmail.com	ANADEB	Assistant régional en filets sociaux	Togo

212	Mr BALAMOU		whbalamou45@gmail.com	RADIG	Comptable	Guinea
213	Alpha Ousmane	Souaré	aosouarehf27@gmail.com	Agriguinee.net	Reporter	Guinea
214	SEID	KANIKA	kanikafils306@gmail.com	UICN/PAPACO	Volontaire	Chad
215	Alfousseiny	Maiga	amaiga@wacci.ug.edu.gh	Institut d'économie rural	Assistant of research	Mali
216	Komlavi Eyram	ADZANADO	sainteyram@gmail.com	ANADEB	Assistant planification et suivi évaluation	Togo
217	Dimitri	Traore	tradimy02@gmail.com	CGRE	Stagiaire	Burkina Faso
218	Moussa	KABORÉ	moussa.kabore@gmail.com	Gouvernement	Conseiller spécial	Burkina Faso
219	dosssa	aguemon	aguemondossa@yahoo.fr	Ministère de l'agriculture	Directeur de cabinet	Benin
220	Touwendé	SAWADOGO	touwendes05@gmail.com	UO 1	Étudiant	Burkina Faso
221	Aliyu	UMAR	aumar@araa.org	ARAA	M&E	Togo
222	Alizèta	TAPSOBA/SONDRE	alizeta.tapsoba@fao.org	FAO Burkina Faso	Expert communication et Point Focal Genre	Burkina Faso
223	Amévi Corine	SODJADAN	scorine2001@yahoo.fr	WILDAF-AO	Conseillère en Mobilisation de Ressources	Togo
224	Yaya	COULIBALY	yaya.coulibaly@ameddmali.org	Association Malienne d'Eveil au Développement Durable	Chef de projet	Mali
225	Vivien	assinou	assinouv@gmail.com	DGR/MAEP	Chargé des Etudes	Benin
226	Christophe	Breyne	christophe.breyne@echofield.eu	ECHO	Assistance Alimentaire	Sénégal
227	KATANGA	MAZALO	anadeb@anadeb.org	ANADEB	DG	Togo
228	Aliou	Diallo	adiallo@poverty-action.org	IPA	Research Coordinator	Burkina Faso
229	Thioro Codou	Faye	thioro02@gmail.com	Cabinet de consultance " La Terre Nourrit "	Consultante / experte en agro écologie et en développement durable.	Sénégal

230	Zakaria	GNAMOU	zakaria.gnamou@yahoo.fr	Primature	DGDR	Burkina Faso
231	Adama	Diouf Ly	dioufly@yahoo.fr	Agence Presse Sénégalaise APS	Journaliste Chef Service Société	Sénégal
232	Seynabou	Diouf	naboumoucheikh@gmail.com	Ministère du Développement communautaire de l équité sociale et territoriale	Directrice de l évaluation des Programmes et Projets	Sénégal
233	Djaodji Abdel Hafiz	DJAOUGA BOUBAKAR	h.djaouga@oaninternational.org	DEDRAS-ONG	Conseiller en nutrition	Benin
234	Bio Goura	Soule	soule.bio.ecowas@gmail.com	CEDEAO	Assistant technique	Nigeria
235	Miabé	Djékornondé	elvisdjekornonde@yahoo.fr	PROLAC_TD	Expert en Agriculture	Chad
236	Seynabou Louise	Diop	dididiop@gmail.com	Éducation nationale	Formatrice	Sénégal
237	Benjamin	AKABASSI	akabassibenjamin@yahoo.fr	MAEP	Assistant à la SGM	Benin
238	Kanfitin	KONLANI	kkonlani@araa.org	CEDEAO	CP SAN	France
239	Guillaume	Amuli	guillaume.amuli@wfp.org	World Food Programme	Deputy Country Director , WFP	Benin
240	Andrew	Agyei-Holmes	Andy.agyeiholmes@gmail.com	ISSER	Research Fellow	Ghana
241	Boris	Ky	borisstephaneky@gmail.com	Ministère de l'agriculture	Technicien supérieur d'agriculture	Burkina Faso
242	Cédric	Fioekou	c.fioekou@iram-fr.org	IRAM	Program Manager	France
243	Usif Wuntuma	Osman	osusif@yahoo.com	Grassroots Sisterhood Foundation	Programme Officer	Ghana
244	Jose Agnelo	Sanches	agnelsanch@yahoo.com	CGE Consultants	Consultant	Cabo Verde
245	jean-christophe	Toudonou	jtouchristophe@gmail.com	AGIRSAN-GROUP	Directeur Général	Benin
246	Oumarou	DIALLO	oumadiallo1076@gmail.com	Consulat du Burkina Faso	Vice Consul	Togo
247	Ladji Abdoulaye	Guira	Guiraladjiabdoulaye@gmail.com	Une meilleure structuration des plans pour le développement dans les domaines sociaux	Le partage d'expérience	Burkina Faso

248	Amel	BENKAHLA	benkahla@gret.org	Gret	Responsable de projets	France
249	Bassirou	TAHIROU	bamoussa20022002@yahoo.fr	Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN)	Directeur d'Audit et de Contrôle de Gestion	Niger
250	Almoustafa	DICKO	dicko97moustafa@gmail.com	Institut Polytechnique Rural de Formation et de Recherche Appliquée (IPR/IFRA) de Katibougou(Mali)	Jeunes diplômés en agrobusiness	Mali
251	Katrien	Ghoos	katrien.ghoos@wfp.org	World Food Programme	Senior Regional Nutrition Advisor	Senegal
252	Affèyitom	AGOUDA	affeyitom50@gmail.com	MJL	Statisticien	Togo
253	Leila	Ben Amor Mathieu	Leila.Ben-Amor-Mathieu@eeas.europa.eu	European Delegation in Abuja	Team Leader Human Development	Nigeria
254	David	Samuel	davy4real10@gmail.com	Nants	M&E	Nigeria
255	Arlene	Mitchell	Arlene@gcnf.org	Global Child Nutrition Foundation	Executive Director	United States
256	Charles	SANOU	sclamoussa@gmail.com	AGED	chargé de Projet	Burkina Faso
257	Edithe Valérie	Nguekam	edithenguekam2021@gmail.com	Objectif magazine	Journaliste	Côte d'Ivoire
258	Alain Wendlasida	KAFANDO	kafalanw@gmail.com	COH	Chargé de l'agriculture	Burkina Faso
259	Sibiri Jean	ZOUNDI	sibirijean.zoundi@oecd.org	OECD/Secretariat Sahel and West Africa Club (SWAC/OECD)	Deputy Director	France
260	Idris	Turay	idristuray@nacsa.gov.sl	National Commission for Social Action	Director, Social Protection	United Kingdom
261	Doris	AFOLOKO	owodonko@gmail.com	Université de Kara	Enseignant Chercheur	Togo

262	Dissirama	GNOUNGO	dissirama.gnoungo@gmail.com	Ministère de l'agriculture de l'élevage et du développement rural	Chargé d'études à la direction des filières végétales	Togo
263	Ibrahima	Souleymane	isouleymane26@yahoo.com	Ader-Élevage	Directeur général	Niger
264	Judicael	BAMBARA	judicael_bambara@yahoo.fr	The Hunger Project Burkina	Program Manager	Burkina Faso
265	Adamou	MAMA SAMBO	adamousambo@gmail.com	Présidence	Haut Commissaire	Benin
266	André	Beye	beyeandre@live.fr	Secrétariat exécutif du conseil national de sécurité alimentaire	Assistant en suivi évaluation	Burkina Faso
267	Ibrahim	YAMME	ibrahimyamme@yahoo.fr	ANADEB	Agent d'appui au développement à la base	Togo
268	Angèle	TOGBE	filetssociauxbenin@yahoo.fr	ACCESS	BP1237	Benin
269	Adjé	da SILVEIRA	dasilvaadje@gmail.com	Consultant	Audit, comptabilité	Togo
270	Moïse	BADO	moisebado83@gmail.com	Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire.	Agent de conception	Burkina Faso
271	Komi	Djeguema	komidjeguema@gmail.com	Agence des agropoles du Togo	Responsable suivi-évaluation	Togo
272	Gédéon	ONIBON	femossged@gmail.com	ASA CONSULTING	Directeur scientifique	Benin
273	Abdou	Fall	afall@araa.org	IED-Afrique	Consultant	France
274	Georgette	Aguidi	gaguidi@araa.org	ARAA	Assistante DE	Togo
275	Sanoka	LAMBONI	sanokalamboni@gmail.com	Groupe DEC SA	Agronome	Togo
276	Moussa	BINGBOURE	m.bingboure@nitidae.org	NITIDAE	Chargé de mission	Burkina Faso
277	Olaide	Lasisi	lasisiolaide@gmail.com	National Social Safety Nets Projectct	Coordinator	Nigeria
278	sarah	Kalisa	sarah.kalisa@international.gc.ca	Embassade du Canada au mali	Deuxieme Secretaire - Cooperation	Mali
279	Gerard	Rubanda	Gérard.rubanda@wfp.org	Programme Alimentaire Mondial	Chargé de Programme	Burundi

280	Damien	MEDEDJI	damienmededji@gmail.com	Unité de gestion du projet ARCH-Agence Nationale de la Protection Sociale	Coordonnateur adjoint	Benin
281	BRUNO	COSTA E SILVA	bruno.recife@gmail.com	BRAZIL - MINISTRY OF EDUCATION - NATIONAL FUND FOR EDUCATION DEVELOPMENT - NATIONAL SCHOOL FOOD PROGRAMME	ASSISTANT COORDINATOR GENERAL OF THE NATIONAL SCHOOL FOOD PROGRAMME IN FNDE - MINISTRY OF EDUCATION	Brazil
282	N'goran Constant	KOFFI	kngoran@araa.org	ARAA/CEDEAO	Comptable	France
283	Amadou Mactar	Konate	konatemactar@gmail.com	CILSS/SE	Chef d'équipe AT PAGR-SANAD	Burkina Faso
284	MOUSSA	OUEDRAOGO	moussa.ouedraogo@savethechildren.org	Save the Children Internacional	REFERENT TECHNIQUE CASH TRANSFERT	Burkina Faso
285	Eyomèwè	ASSIMTOKE	g.assimtoke@gmail.com	administration	Conseillère en communication	Togo
286	Mihikouwè	MAZINAGOU	mihikmaz@gmail.com	Ministère de l'agriculture	Chargé d'études	Togo
287	Guy Armand	Onambele	Guyarmandonambele@gmail.com	Granap	Directeur Executif	Benin
288	Lucy	Goudjo	lucy.goudjo@wfp.org	WFP	Social Protection Programme Policy Officer	Sénégal
289	Cyriaque	Laleye	cyrialeye@yahoo.fr	AFRC'MUTUALITÉ-ONG	Directeur	Benin
290	Motchosso Justin	MATITOMA	justinmatitoma@gmail.com	AOCTAH/WACTAF	Secrétaire Permanent	Togo
291	Nuhu	KILISHI	nakilishi@gmail.com	Food and Strategic Reserve Department, Federal	Deputy Director	Nigeria

				Ministry of Agriculture and Rural Development.		
292	AMADOU	HEBIE	amadou.hebie@eeas.europa.eu	DUE BF	Chargé de programme régional SAN	Burkina Faso
293	Fatou	Mbaye	fatou.mbaye@fao.org	FAO	Social protection Specialist	Sénégal
294	Amaechi Godfrey	Alozie	galozie@ecowas.int	ECOWAS Commission	PO EERT	Nigeria
295	Perpétue	AHOUANDJINOU	perpetue.ahouandjinou@wfp.org	WFP	Programme Assistante	Benin
296	OUEDRAOGO	Salifou	souedraogo@yahoo.com	Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydroagricole et de la Mécanisation	MINISTRE	Burkina Faso
297	Elisa Carlotta	QUADRI	elisa.quadri@yahoo.it	Associação dos Amigos da Natureza	Técnica de Comunicação e Visibilidade	Cabo Verde
298	ghislaine	saizonou	ghislaine.saizonou@ituc-africa.com	csi Afrique	COORDINATRICE DE PROGRAMME	Togo
299	Marie Claire	DAMIBA	mcdamiba@yahoo.fr	Projet filets sociaux "Burkin-Naong-Sa ya"	Responsable du développement communautaire	Burkina Faso
300	Ousséni	ZONGO	zongouss88@gmail.com	INERA	Responsable ressources humaines	Burkina Faso
301	D.mohamed	Ouedraogo	ouedraogomohamed664@yahoo.com	Association pour la promotion de l'agroecologie et le développement intégral et solidaire	Secrétaire général	Burkina Faso
302	Dr Ken	UKAOHA	kenukaoha@gmail.com	NANTS	President	Nigeria
303	Pep	Sadj	Pepsadj@gmail.com	Ecowas	Info	Togo

304	Kapuku	Kalubi	theo.kapuku@wfp.org	Wfp	M&E	Benin
305	Maimouna	Ly	lymaimouna33@gmail.com	ACF	Superviseur SAME	Mauritania
306	Nata	TRAORE	ntraore@araa.org	CEDEAO	Coordonnateur Régional du Projet SyRIMAO	Togo
307	Jacques	SAWADOGO	jacquischimie@gmail.com	INERA	Maître de recherches	Burkina Faso
308	ALODJINOU	Yao Djifa	yalodjinou@araa.org	ARAA	Accountant	Togo
309	Mahmoud Ali	SAKO	msako@jigisemejiri.org	Programme Filets Sociaux Jigisemejiri	Coordinateur	Mali
310	Laurenda	TODOME	laurendatodome@gmail.com	ACED	Chargée de programmes	Benin
311	Abdoulaye	Ba	bayounabi@gmail.com	Ets Babaabé services	Président	Sénégal
312	Ahmedou Moukhtar	Mbodj	mactar2001@gmail.com	UOFA	Vice Président	Sénégal
313	Jean-Claude	HOUNYO	jeanclaudehounyo@gmail.com	Parlement de jeunes du Bénin pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	Membre commission agriculture durable	Benin
314	Kemi	Adedeji	kemmtop@yahoo.com	NASSCO	State Coordinator	Nigeria
315	Janvier	BAZOUN	bazdamou@gmail.com	CGRE-CEDEAO	Chargé de projets	Burkina Faso
316	Iorwa	Apera	iapera05@gmail.com	NASSCO	National Coordinator	Nigeria
317	DZAKA yvette		dzakaessi@gmail.com	Ministére de l'agriculture de l'elevage et du developpement rural	chargée d'étude a la DFV	Togo
318	Lanciné	Camara	camara2.guinee.bg@gret.org	GRET	Responsable Adjoint Nutrition	Guinea
319	Mamoudou	NADEMBOU	mnadembou@gmail.com	CRUS	Chef de projet	Burkina Faso
320	MAWAKI	ADJE	adje.mawaki@gmail.com	ANADEB	SPECIALISTE EN GESTION FINANCIERE	Togo

321	Violeta	Insa Sandoval	violeta.insa@aecid.es	SPANISH AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION	Technical adviser on Regional Cooperation	Spain
322	SALIF	SOW	salif.sow.ecowas@gmail.com	ECOWAS	ASSISTANT TECHNIQUE PRINCIPAL	Nigeria
323	William	ADIGBLI	williamkokusimple@gmail.com	ONG GRED	Animateur de Programme	Togo
324	Ibrahim	MATI MAHAMAN	ibrahimmati8@gmail.com	CRA	Etudiant	France
325	Eloge	DANDJINOU	pdandjinou@yahoo.fr	MAEP	C/DSCA	Benin
326	Malick	Niang	malick.niang@afrigec.com	African General Company (AFRIGEC)	Managing Director	Côte d'Ivoire
327	Nana Mariama	Apou	nanam.apou@gmail.com	Fewacci	Assistant	Togo
328	Seyni	HAMADOU	hseyni@yahoo.com	UEMOA	Agroéconomiste	Burkina Faso
329	Ernest	Ruzindaza	eruzindaza@worldbank.org	World Bank	Sr Agric Economist	Burkina Faso
330	Malan	ETIEN	etienmalan@yahoo.fr	BNETD	Chef de mission	Côte d'Ivoire
331	SIBRAOGO RICHARD	GUISSOU	RGUISSOU@araa.org	ARAA/CEDEAO	Chargé de Planification et Suivi-évaluation	France
332	sita	Djerma	sitadjerma@yahoo.fr	GLOBINC	freelance interpreter	Burkina Faso
333	Chabi Kègnidé Rostand	ELEGBEDE	elegbederostand24@gmail.com	Union Nationale des Producteurs de Soja du Bénin	Assistant technique	Benin
334	Sawadogo	Timbila Thomas	cofenabviao.sp@gmail.com	COFENABVI OA	SP	Burkina Faso
335	Yakouba	NAGNANGO	nagnango@yahoo.fr	CPC Togo	Directeur	Togo
336	Chioma	Osuji	chioma.osuji@eeas.europe.eu	European Union	Programme Manager	Nigeria
337	Makan	SOUMARE	soumare_makan@yahoo.fr	santé	ph	Mali

338	Coumba Diouf	Seck	cdseck1@yahoo.fr	Consultant	Expert sécurité alimentaire et nutrition	Senegal
339	moyenga	Momini	moyengamomini@hotmail.com	Inera	Technicien de recherche agronomique	Burkina Faso
340	Asseta	Diallo	ADiallo@agra.org	Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA)	Senior Programme Officer	Ghana
341	Alieu	Secka	alieuseck@gmail.com	ABSS Business Services	CEO	Gambia
342	Kérimou	MOULAMOUWA	moukeram@yahoo.fr	ANADEB	Coordonnateur Régional	Togo
343	Fernando	Escribano-Sáez	fer.escribano@gmail.com	CEIGRAM - UPM	Asociado investigador	Spain
344	Harouna	BOUGMA	bougmaharouna@gmail.com	Welt Hunger Hilfe	Assistant Techniqu	Burkina Faso
345	Djeneba	Tapsoba	djeneba.tapsoba@cilss.int	CILSS	Expert genre nutrition	Burkina Faso
346	BLAMAH	Jalloh	blamajallo@yahoo.fr	reseau Billital Maroobe	Coordonnateur Regional	Niger
347	RAMATA	SANGARE	ramtury@yahoo.fr	PROJET FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS COTE D'IVOIRE	RESPONSABLE DES MESURES ACCOMPAGNEMENT	Côte d'Ivoire
348	José Herbert	Ahodode	herbert@joseahodode.com	Crystal Structure	Founder	Benin
349	Karime	GANEMTORE	ganemke@gmail.com	Primature	Secrétaire permanent du Conseil national pour la protection sociale	Burkina Faso
350	Omar	Benammour	omar.benammour@fao.org	FAO	Social Protection Officer	Italy

351	Jean-Martin	KAMBIRE	jmartinkambire@gmail.com	Cabinet CECOD, consultant	Expert principal, chef de mission pour l'évaluation/capitalisation des expériences de filets sociaux de sécurité alimentaire de	Burkina Faso
352	IDRISSOU		ibrarike@gmail.com	AOCTAH	Comptable	Togo
353	E. J. Nathaniel	Daygbor	natdaye@yahoo.com	Oracle News Daily newspaper	Editor In Chief	Liberia
354	Yaya Mansour	DIÉDHIOU	dyayamansour@yahoo.fr	USSEIN	Résilience et variabilité	Sénégal
355	Moustapha	Diouf	moustapha.diouf@prose.sn	ProSE SARL	Directeur	Sénégal
356	Bhupinder	Tomar	bhupinder.tomar@ifrc.org	IFRC	Head of Delegation	Nigeria
357	Simeon	Nanama	snanama@unicef.org	UNICEF	Nutrition Advisor	Sénégal
358	Falilatou Lady	ADAM	Falilalady@gmail.com	ANADEB	Are et AGR	Togo
359	Mahaman Sani	Dan Mallam	mahaman.danmallam@un.org	UNECA	Programme Management Officer	France
360	Halima	Ouattara Ayanou	houattaraayanou@usaid.gov	USAID/West Africa	Senior Agriculture Advisor	Ghana
361	Karidia	KONE SOUKOULE	Kadysan@yahoo.fr	Direction des cantines scolaires	Directeur des cantines scolaires	Côte d'Ivoire
362	Basile	OUEDRAOGO	basileouedraogo3@yahoo.fr	Secrétariat Exécutif du Fonds Vert pour le Climat	Assistant AND/FVC	Burkina Faso
363	Ibrahima	DIENG	idieng@aporsolidaridad.org	Alianza por la Solidaridad APS	Coordinateur	Sénégal
364	Paul	BAKAIWE	coordosameurgence@bf-actioncontrelafaim.org	Action contre la Faim	Responsable Département SAME	Burkina Faso
365	Ousseini	Salifou	osalifou@araa.org	ARAA/CEDEAO	Directeur Exécutif	Togo
366	Pepadmin	Sadj	Psadjo@hotmail.com	Ecowas	IT	Togo
367	Jean	Moise	jsabi@outlook.com	DEDRAS	Business developer	Benin

368	Fatou Cogna	DIAGNE	mamefadiagne@gmail.com	West Africa Rural Foundation (FRAO/WARF)	Monitoring and Evaluation learning officer	Sénégal
369	Moupoyalo Etienne	TRAORE	traoreetienne73@yahoo.fr	SE-CNSA	Chef de service de la veille alimentaire et nutritionnelle	Burkina Faso
370	Iba	DIOP	ibson85@yahoo.fr	CSA	Coordo SIM	Sénégal
371	Bernice	Cudjoe-Akakpo	akakpobeca@gmail.com	ATCWAR	Administrative	Ghana
372	ZONGO Kiswendsida Sibdou	Armelle	alice.zongo@oxfam.org	Oxfam au Burkina Faso	Programme Officer	Burkina Faso
373	Beatriz	Vázquez de Miguel	b.vazquez@oaninternational.org	OAN International	Coordinadora	Spain
374	Soumana	IDRISSA	idesouma@yahoo.fr	Association Locale ILDD	Président Association locale <<Initiatives Locales pour un Développement Durable /ILDD>>	Niger
375	Issa	PABGO	ipabgo@yahoo.com	MAAHM	Chef de service	Burkina Faso
376	Noé	KANDISSOUNON	noek023@gmail.com	DEDRAS	Conseiller en nutrition	Benin
377	Babanwéni	MIGNOUNA-BABATIMA SATENA	mignounaulrich183@gmail.com	Direction des Statistiques Agricoles, de l'Informatique et de la Documentation (DSID)	Assistant	Togo
378	Amet	Sallah	ametsallah@gmail.com	Planning Unit Ministry of Agriculture	Planner and Policy Analyst	Gambia
379	relais PT ABDOULAYE SYLLA KANE		abdoulayesylla2006@yahoo.fr	INTERPRETE	IN TERPRETE	Sénégal

380	Mamadou	Sall	Mosall87@Outlook.fr	Ancar	Conseillé agricole aux exploitations familiales	Sénégal
381	ASSAGAÏDOU	MOHAMEDINE	zamaiga@gmail.com	cellule de planification et de statistique secteur développement rural	chargé de planification et d'analyse	Mali
382	Mafou. 2. Fr - Pt. Participant	pour le relais		'+221 77 424 72 68	Interprete	Interprete
383	Adamou	Issaka	adamouounteni.issaka@wfp.org	WFP	RLU	Sénégal
384	RIDOUT	QUAICOE	ridoutquaicoe@gmail.com	ATCWAR	PLANNING, MONITORING & IT	Ghana
385	Abidine	Cheikh	Abidine.cheikj@gmail.com	El Ghad Essihi pour le Developpement et la Protection de l'environnement en Mauritanie	Président	Mauritania
386	Saidou	ouedraogo	oued.saidou11@gmail.com	District Management Conseil International	Consultant	Burkina Faso
387	Justin N'Goran	Koffi	koffingoran@yahoo.fr	ARRE	Directeur Général	Côte d'Ivoire
388	Kevin	Togola	Ouedraogokev952@gmail.com	Aucun	Aucun	Burkina Faso
389	Levi	GOUMBRI	goumbrilevi1@gmail.com	CEDEAo	Technicien	Burkina Faso
390	Melanie	Amikiya	noyinemaltinga@gmail.com	Noyine maltinga	Chief Executive Officer	Ghana
391	Mafou	TOURE	mafou.toure@gmail.com	Interprete	Interprete	France
392	Guillaume	Lannerée	glanneree@yahoo.com	Projet Filets Sociaux / KfW	Assistance technique Conseil Santé	Burkina Faso
393	Moussa	LEKO	mleko@ecowas.int	ECOWAS Commission	Acting Director Environment	Nigeria

394	Mohamed	BOKOUM	mohamedbokoum@gmail.com	ONG AGED	Chargé des activités de résilience	Burkina Faso
395	Mahamane	Maliki Amadou	mmalikiamadou@worldbank.org	World Bank	Senior Social Protection Specialist	Niger
396	adija	nignan	nignanadijah@gmail.com	CABINET	juriste-fiscaliste	Burkina Faso
397	Assami	CONGO	congoassami77@gmail.com	Domaine environnementale	Étudiant	Burkina Faso
398	Fanebeuri	KAGNE	benj_kagne@yahoo.fr	SISAAP	Assistante	Chad
399	Bukar kilo	Kilo	bukarkilo@yahoo.com	Socu NASSCO	State Coordinator	Nigeria
400	Susanna	Adjej Arthur	susanadjeiarthur@ymail.com	Verado Foundation	Program coordinator	Ghana
401	Adama	Tiégoum	onguaves@yahoo.fr	ONG UAVES	Coordinateur	Mali
402	Kafui	Adjamagbo-Johnson	adjakafui58@gmail.com	WiLDAF	Coordinatrice	Togo
403	Boubacar Gallé	Barry	boubacargallebarry@gmail.com	CESEC Guinée	Assistant Administratif	Guinea
404	Adebisi	Arije	adebisi.arije@gmail.com	UNICEF	Partnership Manager	Nigeria
405	Richard	Morgan	rmorgan4kids@gmail.com	Nutrition International	Director, Social Safety Nets	United Kingdom
406	Saliou	Bello	bello_saliou@yahoo.fr	Inrab	Responsable du programme de recherche sur le maïs	Benin
407	Alassane/AGRHYMET		mbaye.alassane@cilss.int	AGRHYMET CCR-AOS	chargé de communication	Niger
408	Raquel	Ferrando Sellers	raquel.ferrando@aecid.es	AECID	General Coordinator of the Spanish Cooperation for Nigeria and ECOWAS	Nigeria
409	Fidèle Le grand	Fokam-simo	papisfokam@gmail.com	POOL TPV/ASAC	Comptable	Cameroon
410	Yawa Selinam C.	AYIVI-AMETEFE	selinamayivi93@gmail.com	Agence Nationale d'appui au développement à la base ANADEB	Agent d'appui au développement à la base AADB	Togo

411	Abdoulaye Oumar	Bathily	bathilyabdoulaye87@hotmail.fr	DGPSN	Chargé du Suivi-Evaluation	Sénégal
412	Abdrahamane	Dicko	abdicko@usaid.gov	USAID WA	Program and Policy Advisor	Ghana
413	Belinda Mawunyo	Akakpo	mawunyo71@hotmail.com	Window of Change foundation	Executive Director	Ghana
414	Julie	Cissé	tajuliecisse@gmail.com	GIPS/WAR	Directrice Exécutive, Chargée de Programme	Sénégal
415	Chec	OUATTARA	checibrahimaouattara@gmail.com	RBM	BP 19	Burkina Faso
416	Kokou Koumah	TOFIO	tofiokokoukoumah@yahoo.fr	ANADEB	Cordonnateur national du projet de Filets sociaux et services de base	Togo
417	Aguinaldo	David	davidaguinaldo@yahoo.com.br	Associação dos Amigos da Natureza	Diretor-Executivo	Cabo Verde
418	Lewis	TCHIWANOU	lewis.tchiwanou@cilss.int	CILSS	Expert M&E des Politiques agricoles, Systèmes d'informations de résilience et SAN (Afrique de l'Ouest et Sahel) PAGR_SANAD	Burkina Faso
419	Aymard	Sawadogo	sawadogoaymard7@gmail.com	Green Agri consulting	Directeur Général	Burkina Faso
420	Yves-Roland	Dossou	yves.rolanddossou@gmail.com	SOCIETE GENERALE	JURISTE	Togo

421	Nicole MANSIS	MANSIS	nicolemansis@secnsa.sn	SECNSA	Directrice de la Concertation, des Prospectives et de la Gestion des crises alimentaires	Senegal
422	Chinenye	ANUMBA	canumba@ecowas.int	Office of the Auditor General, ECOWAS	Ag. Principal Auditor - Project Inspection & Evaluation	Nigeria
423	Damien Savalam	Djobkissia	damdjob@yahoo.fr	Étudiant en master professionnel	Management des projets	Chad
424	Bangaly	YOMBOUNO	benjamin85.sir@gmail.com	Gouvernement	Enseignant chargé de cours	Guinea
425	TAHIR	MAHAMAT HASSANE	tahirmahamathassane@gmail.com	LAEREAG	CHEURCHEUR ASSOCIE	Chad
426	Abdouraham ane	Hassane	hassane.abd@gmail.com	FAO	Spécialiste de la Protection Sociale	Niger
427	Abdou Rahim	OUÉDRAOGO	ouedrahim32@gmail.com	IAM	Enseignants vacataire	Burkina Faso
428	ZAGUE Akakpovi Komi		zaguebenoit@yahoo.fr	UONGTO	Chargé de protection sociale	Togo
429	Papa	DIAW	papa-demba.diaw@echofield.eu	DG ECHO	Programme Officer	Senegal
430	IBRAIME	OUMOROU	ibraimeoumorou@yahoo.fr	ANADES	Directeur exécutif	Togo
431	Richard	Morgan	rmorgan@nutritionintl.org	Nutrition International	Director, Social Safety Net Programs	United Kingdom
432	OLUCHI	Agim	oluchiagim59@gmail.com	NANTS	Admin	Nigeria
433	Saater	Kumaga	satykumaga@gmail.com	KSA-AgroLog Consortium	Central Technical Coordinator	Nigeria
434	Francis	DABIRE	fdabire@araa.org	ARAA	Chargé de Communication	Togo

435	Dieudonné	MIGAN	dieudonne.migan@wfp.org	World Food Programme (WFP)	Head of Field Office	Benin
436	Roland	ANAGO-KOUTA	rolylegourou@gmail.com	Entreprise GBETONDJI	Directeur Technique	Benin
437	Thiombiano Jerome		thiojerome@yahoo.fr	RECOPA	Suivi evaluation	Burkina Faso
438	Aliou	Niang	aliouneniang45@yahoo.fr	CNMDE	Coordonnateur	Senegal
439	Mamady	CONDE	mamadyadama.conde@wfp.org	PAM	RAM Assistant	Guinea
440	Bakari	Diarra	bakaridiarra90@gmail.com	MALI-METEO	Technicien Supérieur en instrument et micro-informatique	Mali
441	Eva	Ankrah	evaankrah@yahoo.ca	HURDS Foundation	Executive Director	Ghana
442	Sarah	Nacro	sarakatian@yahoo.fr	Entreprise Privée	Coordonatrice	Burkina Faso
443	Mahuna Nicanor	SINHOU	gildasdjohy@gmail.com	Université de Parakou (Bénin)	Étudiant	Benin
444	Komi Ameko	AZIANU	azianukomi@gmail.com	ISSP	Assistant de recherche	Burkina Faso
445	TOVALOU KOSSI BLAISE	AYEGNON	blaiseayegnon@gmail.com	loeildafrique	media	Togo
446	Dramane	DAO	dramane.dao@ameddmali.org	ONG AMEDD	Chef de projet	Mali
447	Amélé Essénam	DJOSSOU	wildaf_ao@yahoo.com	WiLDAF-AO	Secrétaire de Direction	Togo
448	Balla	DIEDHIOU	bdiedhiou@nutritionintl.org	Nutrition International	Country Director for Sahel office	Senegal
449	Cheick Mohamed Takayala	Sissoko	tagalala@yahoo.fr	Centre de santé de référence de Koutala	Médecin nutritionniste	Mali
450	GONCALVES	Clarimundo	Clarimundo.goncalves@maa.gov.cv	Ministère de l'Agriculture	Point Focal PNIA	Cabo Verde
451	LOUA	TIA	toussaintlouatia93@Gmail.com	Minister de la santé	Voluntaries	Côte d'Ivoire

452	Joseph	KOUTCHIKA	josephkoutchika@yahoo.fr	CCR-B	Coordonnateur	Benin
453	Soulemane	Bambara	bambarasoulemane@yahoo.fr	Sahel vert	Directeur général	Burkina Faso
454	Diallo	Boukary	dpathed@gmail.com	Agri'Ub	Président	Burkina Faso
455	wb584005		msani2@worldbank.org	World Bank	Social Protection Specialist	Niger
456	Kalil	Kouyaté	kalil_kouyate55@hotmail.com	AGUISSA, Afrique verte Guinée	Coordinateur national	Guinea
457	Mawuli	Agbagnon	agbagn@gmail.com	Individual Consultant	M&E specialist	Togo
458	Safietou	Barry	barrysafietou@gmail.com	freelance	interprète	Burkina Faso
459	Habibu	Yaya	hbappah@ecowas.int	ECOWAS Commission	Executive Assistant	Nigeria
460	Grégoire	LOKOUI	gregoirelokoui@gmail.com	Lokoui et Fils	Membre	Benin
461	Elvira	Pruscini	elvira.pruscini@wfp.org	WFP	Deputy Regional Director	Senegal
462	RASMANE	OUEDRAOGO	razoueder@gmail.com	Ministère de l'agriculture des aménagements hydo-agricoles et de la mécanisation	Agent direction régionale de l'agriculture des aménagements hydo-agricoles et de la mécanisation du Plateau central	Burkina Faso
463	Ann	Turinayo	a.turinayo@ifad.org	IFAD	CD	Burkina Faso
464	Arnold	Achou	okia.achou@etu-iepg.fr	Sciences politiques	Étudiant	Morocco
465	Kipéya	KONE	kkipeya@yahoo.fr	Projet Filets Sociaux productifs	Coordonnateur	Côte d'Ivoire
466	Maïga	Abdoul Kadri	kadridjibrilla@gmail.com	CDE SARL BUREAU D'ÉTUDE	Chargé de Suivi évaluation et formation	Mali
467	Sara	Abdoulayi	saraabdoulayi@gmail.com	FAO	Social Protection Officer	Ghana
468	Romuald	DJEGBENOU	romuald.djegbenou@gmail.com	Cild	Associé	Benin

469	Dr Rokhaya	DIAKHATE	dabusdiakhate@gmail.com	Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale	Conseiller Technique en charge du suivi des Projets et Programmes	Senegal
470	Oluwasegun	Akinwunmi	segun2destiny52@gmail.com	Ecowas	Intern	Nigeria
471	Sekou	camara	louaappoline@gmail.com	RADIG	Superviseur	Guinea
472	Koné	Aboubakar Dokan	akone@urc-chs.com	University Research and Co, URC-CHS	Regional Team Lead	Mali
473	Cheikh Adama	Fall	123ada95@gmail.com	WANAAVET	Gérant	Senegal
474	soumaila	Bakasso Douka	sdouka40@gmail.com	CSAT	Facilitateur	Niger
475	Konan Joël	Kouame	Kouamekonanjoel@gmail.com	HADASSAH NUTRITION	Docteur en nutrition	Côte d'Ivoire
476	Emile	ZABSONRE	zabsemile@gmail.com	Projet Filets sociaux	Coordonnateur	Burkina Faso
477	Ayayivi	SOZOUHOIN	ayayivi12@gmail.com	Cedeao	Chargé de projet	Togo
478	Ouda	SANFO	yabaouda95@gmail.com	PARIIS	Stagiaire	Burkina Faso
479	Chun Kit	Li	chunkit.li@wfp.org	CERFAM	Knowledge management officer	Côte d'Ivoire
480	MILLOGO	SIAKA	smillogo@mercycorps.org	Mercy Corps Niger	Director of Programs	Niger
481	ghislaine	saizonou	ghislaine.saizonou@ituc-africa.org	ituc africa	coordinatrice d e programme	Togo
482	Ulrich	MISSAINHOUN	missul2001@yahoo.fr	Cellule Technique de Suivi et d'Appui à la Gestion de la Sécurité Alimentaire	Responsable de l'unité des programmes et mesures de gestion de la sécurité alimentaire et résilience	Benin
483	Inoussa	KY	inoussaky2005@yahoo.fr	SE-CNSA	Étude et planification	Burkina Faso
484	Amakou	TCHALON	amakoutchalon@gmail.com	Direction nationale du contrôle des marchés	Chef section contrôle de l'exécution des marchés publics	Togo

				publics/Ministère de l'économie et des finances		
485	Beatrice Ekua	Ansah-Eshon	nhyera2014@outlook.com	Advocates&Trainers for Children and Women's Advancement and Rights {ATCWAR}	Founder.	Ghana
486	Kadidiatou	LANKOANDE	bualihanla@yahoo.fr	PROJET FILETS SOCIAUX BURKIN NAONG SA YA	Cheffe département études et planification	Burkina Faso
487	Maï Wandara B	Bako Malam	Bako.maiwandara@bagriniger.ne	BAGRI	IT	Niger
488	Karen	Ologoudou	karen.ologoudou@wfp.org	International Organisation	Regional school feeding advisor	Senegal
489	Eneh	Joy-Blossom	joyblossomeneh2021@g.mail.com	NASSCO(SOCU)	State Co-ordinator	Nigeria
490	Abdou	MBOW	abdoumbow10@hotmail.fr	Délégation générale à la Protection sociale et à la Solidarité nationale	Conseiller technique	Senegal
491	Assita	Soulama	soulkdja@yahoo.fr	CONACILSS	Chef de Service Suivi-Evaluation	Burkina Faso
492	John	Obajinmi	johnobajinmi@yahoo.com	FIX AFRICA DEVELOPMENT FOUNDATION	CEO	Nigeria
493	Mountagha sakho0	Sakho	Mountisacko@gmail.com	Commissariat à la sécurité alimentaires	Chef division développement	Mauritania
494	John	Yeboah	johnkwasi66@gmail.com	Energy Commission	Principal Program Officer-RE	Ghana
495	MOTCHOSSO JUSTIN	MATITOMA	justinmatitoma@aocta-wacta.org	AOCTAH-WACTAF	Secrétaire Permanent	Togo
496	Robert	Jacob	fakumadele@gmail.com	Ova Do Sports	Coo	Nigeria

497	Fanta	BARRY	barryfanta2002@yahoo.fr	Laboratoire d'Energie Renouvelable et d'Efficacité Energétique/Economie et développement rural	Doctorante/agroéconomiste	Burkina Faso
498	Moumouni	BIO SANDA	mbiosanda@yahoo.com	GRAPES ONG	Directeur Exécutif	Benin
499	Tapha	Diouf	koryassine@yahoo.fr	Programme National des domaines Agricoles communautaires (PRODAC)	Responsable suivi évaluation	Senegal
500	MAMADY	DAFFE	daffemdy@gmail.com	MINISTERE DE LA SANTE	DIRECTEUR NUTRITION	Guinea
501	Malgaouenne	ZIDOUEMBA	zidouembamalgaouenne@gmail.com	Association pour la Promotion de l'Entrepreneuriat Agro-sylvo-pastoral << APEA >>	Président	Burkina Faso
502	Mo	Balogun	Mobalogun88@gmail.com	National Social Safety Nets Coordinating Office	Technical Advisor	Nigeria
503	Serge Pascal	OUEDRAOGO	Serge.ouedraogo@wfp.org	WFP	Programme associate	Burkina Faso
504	Jean-Luc	Faber	elsabang@yahoo.fr	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Bureau de Stratégie et de Développement	Directeur Général Adjoint	Guinea
505	Brice	VIGAN	bricevigan@gmail.com	Projet Filets Sociaux Productifs	Coordonnateur Adjoint	Côte d'Ivoire
506	Albertino.Fernandes		albertino.fernandes@ficase.gov.cv	FICASE- Fundação cabo-verdiana de Ação Social Escolar	Presidente do Conselho de Administração	Cabo Verde
507	Boureima	OUEDRAOGO	Boureima.ouedraogolionel@fao.org	FAO	Expert en Transferts Monétaires	Burkina Faso
508	Abdoulfatah	Hamoud	khalifa2591@gmail.com	Centre de recherche en nutrition et de santé	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Benin

509	Richard	Morgan	richgmorgan@hotmail.com	Nutrition International	Director, Social Safety Nets	United Kingdom
510	Habu	Muhammad Shettima	habushetima64@gmail.com	Jigawa state ADP	Chief Agricultural superintendent	Nigeria
511	josue	sawadogo	sakopajo74@gmail.com	Université Thomas Sankara	Étudiant	Burkina Faso
512	Mado	Diakite	madodiakite3n@gmail.com	HC3N	Assistante Technique	France
513	Salim	BIAO	biaosalim@yahoo.fr	ANAF Bénin	Conseiller technique Agroecologie	Benin
514	ALI	NJOBDI	alinjobdi@gmail.com	STATE OPERATION COORDINATING UNIT	STATE COORDINATOR	Nigeria
515	Tullia	Capovilla	tullia.capovilla@wfp.org	WFP	Information Knowledge Management	Côte d'Ivoire
516	Munirhatou	Nakorba	mnakorba@araa.org	Araa	Procurement	Togo
517	Damtaré	LAMBONI	julienlamboni@yahoo.fr	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural (MAEDR)	Chef division Planification, programmation, budgétisation et suivi-évaluation	Togo
518	Maja	Tønning	maja.tonning@ifrc.org	IFRC	Regional CVA Coordinator	Kenya
519	Alice	Martin-Daihirou	alice@gcnf.org	GCNF	Senior Adviser for Africa	Cameroon
520	Josiane	DJENONTIN	josiane.djenontin@gmail.com	Lycée technique agricole/A la recherche d'emploi en sécurité alimentaire et nutritionnelle	Enseignante/Formatrice indépendante	Benin
521	Amb. Ayo	OMOWU	omowuayo@gmail.com	NANTS	Programs/Head of Media	Nigeria
522	ESSODJOLO		essodjolopala@gmail.com	ANADEB	Assistant régional en filets sociaux	Togo

523	Francesca	Antifora	francesca@acp.int	OACPS	Programme Assistant	Belgium
524	Kadidiatou	Touré	Kadidiatou.toure@gmail.com	CIPMEN	Expert agro qualité	Niger
525	Chérif Assane	DIALLO	cherifassanediallo@yahoo.com	Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal	Doctorant	France